Université de Montréal

« Comment continuer de chanter l'Amérique? » Appartenance des Afro-Américains à la nation américaine et victoire de l'intégrationnisme de Martin Luther King

par
Charles-Albert Morin

Département de science politique
Faculté des Arts et des Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des Arts et des Sciences en vue de l'obtention du grade de Maître ès sciences (M.Sc.) en science politique

Avril 2014

Résumé

Comment comprendre la volonté d'appartenir à la nation américaine des Afro-Américains en dépit d'une mémoire faite d'humiliation et d'une accumulation de revers? À plusieurs reprises durant l'histoire américaine, des élites ont proposé à la communauté noire des solutions dites « radicales » qui remettent en question le paradigme dominant de l'intégration à la nation américaine. Ce mémoire tente d'identifier les raisons qui expliquent pourquoi, au cours du mouvement pour les droits civiques, les Noirs font le choix de l'intégration défendu par Martin Luther King et rejettent le séparatisme défendu par Malcolm X. La spécificité du mémoire réside dans l'utilisation de la littérature sur la formation des nations qui me permet d'étudier le choix des Afro-Américains. La nation est vue comme le produit d'une construction qui fait interagir les élites et les masses. J'étudie « par le haut » la façon dont les entrepreneurs ethniques, King et Malcolm X, redéfinissent l'américanité. J'étudie également « par le bas » comment les masses reçoivent les discours de ces élites. Ma première hypothèse se consacre à la formation de l'alliance stratégique entre King et l'exécutif américain qui permet à King de définir l'agenda législatif et d'appuyer son discours sur les gains qu'il réalise. La deuxième hypothèse se penche sur la structure des opportunités s'offrant aux Afro-Américains qui orientent le choix qu'ils font.

Abstract

How can one understand the African American community's will to belong to the American nation despite a past made of humiliation and an accumulation of setbacks? At several times during American history, elites have proposed so-called « radical » solutions that challenged the dominant paradigm of integration to the American nation. This thesis attempts to identify the reasons why, during the civil rights movement, the black community chose integrationnism championed by Martin Luther King, and rejected separatism advocated by Malcolm X. The specificity of this thesis lies in the use of the literature on the formation of nations, which allowed me to better understand the African American community's choice. The nation is seen as the product of a construction where elites and masses interact. « From the top », I analyzed how ethnic entrepreneurs King and Malcolm X redefined Americanness. « From the bottom », I analyzed how masses received the elites' discourse. My first assumption focuses on the strategic alliance between King and the American executive, which allowed King to define the legislative agenda and base his speech on actual gains he obtained. The second assumption focuses on the structure of the opportunities for African Americans that oriented the choices they made.

Mots clefs: Nationalisme, Brubaker, Humiliation, États-Unis, Mouvement pour les droits civiques, Intégrationnisme,

Keywords: Nationalism, Brubaker, Humiliation, United States, Civil Rights Movement, Integrationism,

Remerciements

Merci à ma mère Dominique qui m'a légué une curiosité exigeante, un sens critique, et plein d'autres traits qui m'ont conduit à ce mémoire. Les soirées devant la télévision et les allers-retours Ste-Lucie-Montréal ont été formateurs. Lorsque je t'ai demandé de m'acheter un livre sur les révolutions, tu m'as redirigé vers celui sur les idées. Bien joué! J'essaie encore d'en comprendre le contenu même s'il ne s'agît que d'une « introduction ». Tu m'as aussi donné « Les identités meurtrières » d'Amin Maalouf qui m'a ouvert l'esprit sur cette question toute bête: « Qu'est-ce que l'identité, et y‘a-t-il un mode d‘emploi? » Je ne le sais toujours pas. Enfin, un tout petit peu plus. Merci à mon père Pierre. Je te tiens en partie responsable de mon amour des mots. Françoise est également dans le coup. J'ai peut-être hérité de ton penchant pour les excès, ce qui expliquerait que je fonce toujours dans des défis qui comportent leur lot de difficultés, qu'il s'agisse de marathons ou d'un mémoire de maîtrise. Merci à Mme. Gélinas pour toutes ces discussions qui n'en finissaient plus. La confiance en mes idées, en mon talent, je la dois en partie aux commentaires qu'elle m'a faits à propos de mon blogue, assez tôt. Merci à Mme. Dembinska. D'abord parce qu'elle m'a mis à l'aise et m’a aidé à déchiffrer l'univers du Nationalisme et de ses auteurs qui ont des idées un peu tordues. Ensuite parce qu'elle est parvenue à trouver la question que je me posais, ce qui est digne de mention, et qu'elle m'a soutenu tout au long du chemin. Merci à M. Martin, grâce à qui j'ai découvert les États-Unis alors que Barack Obama se faisait élire. Sa passion est débordante, contagieuse. On ne se lasse pas de l'écouter raconter des anecdotes sur Theodore Roosevelt, sur Jefferson, sur les origines des États-Unis, ce pays tellement fascinant. Merci à mes amis que je fais rire et avec qui je ris énormément. La science politique est très souvent rébarbative. Une chance que je vous ai. Merci à Guy, le créateur, le créatif, le cinéaste de Ste-Agathe et de la France. Merci à matante Suzanne, la flyée qui sauve des vies dans le Nord québécois. Vous m'inspirez. Merci à Éliane qui m'a coaché par moment sur ce

que c'était de faire des études supérieures. Merci à Mathieu Vaugeois pour les nombreux encouragements. Merci à Simon pour le soutient au quotidien et pour l'aide en fin de parcours. Merci à Xavier. Merci à Félix, qui m'a permis d'aller me changer les idées en allant chicaner mes élèves à Brébeuf du lundi au jeudi. Enfin, merci aux rappeurs américains que j'écoute de manière obsessive depuis des années. Leurs textes m'ont allumé, aiguillé, ont gardé les braises de ma curiosité allumées.

« As a kid I ain't relate really
I was sayin Dreams speech jokingly
Till your world awoken me
First I thought you were passive,
Soft one who ass kissed
I was young to be honest,
I was feelin Mohamed »

Nas, *Letter to the King*

« Cessez d'essayer de vous imposer à des endroits où l'on ne veut pas de vous. »

Elijah Muhammad

Liste des acronymes

CORE	Congress of Racial Equality
CRA	Civil Rights Act
NAACP	National Association for the Advancement of Colored People
NOI	Nation of Islam
SCLC	Southern Christian Leadership Conference
SNCC	Student Nonviolent Coordinating Comittee
UNIA	Universal Negro Improvement Association
USIA	United States Information Agency

Table des matières

INTRODUCTION

On connaît l'histoire de l'esclavage et de la ségrégation aux États-Unis. On sait combien cette histoire est contradictoire avec le fait que les États-Unis se sont historiquement revendiqués comme étant la patrie de la liberté individuelle. Pendant des siècles, on a nié aux Afro-Américains leurs droits fondamentaux, faisant d'eux des « exclus » de la nation américaine. Depuis les gains réalisés au cours du XXe siècle et particulièrement durant la période des droits civiques, la question de l'appartenance des Afro-Américains à la nation américaine ne fait l'objet d'aucun doute, peut-on penser. Ces gains marquent la fin de leur exclusion de la nation. Or, comme on l'a vu avec la controverse entourant le jugement de la Cour Suprême à propos de la Loi sur les droits civiques de 1965, la question raciale demeure sensible. Dans ce jugement rendu à l'été 2013, la Cour suprême considère obsolète l'article de loi exigeant la supervision par le gouvernement fédéral des anciens États ségrégationnistes concernant tout changement à leur loi électorale. Cette supervision vise à empêcher que les gouvernements des États utilisent des techniques qui empêcheraient les Afro-Américains de s'inscrire aux listes électorales ou de se prévaloir de leur droit de vote (ce que l'on nomme le « disenfranchisement »). À l'instar de la juge de la Cour Ruth Ginsburg, des voix s'élèvent contre cette décision qui liquiderait les acquis du mouvement pour les droits civiques. Cette loi, qui à l'époque représentait l'un des triomphes du mouvement visant à intégrer les Afro-Américains à la société américaine, a une haute valeur symbolique. Le recul que constitue le jugement de juin 2013 est un des nombreux exemples des difficultés qu'éprouvent les Noirs à consolider leur place dans la société américaine, et ce depuis les débuts de l'histoire des États-Unis.

Les colons qui fondent l'Amérique aux XVIIe et XVIIIe siècles tournent le dos à l'Europe et à sa société fondée sur les privilèges réservés à la noblesse et au clergé. Animés par les principes universalistes du libéralisme des Lumières, la société que veulent créer les premiers

arrivants est celle de tous les possibles. L'Amérique incarne ainsi l'idéal démocratique au point de vue politique et économique. Le projet de société qu'elle offre est envoûtant puisqu'il repose sur le pouvoir auto-émancipateur du capitalisme et des libertés individuelles inaliénables (Balthazar 2013, 13-34). Grâce à la propriété privée, et parce que l'État ne lui impose aucune contrainte, l'individu est enfin capable de se hisser dans l'échelle sociale. L'Amérique est une terre d'immigrants enthousiasmés par le contrat social qui leur est offert. Le nationalisme états-unien est en ce sens civique parce que l'inclusion à la nation se fonde sur l'acceptation tacite de principes et de valeurs associés à l'individualisme et au libéralisme (Collins 2006, 36). L'esclavage des Noirs constitue un paradoxe de taille avec l'universalisme revendiqué par les fondateurs de cette société nouvelle. Dans une nation qui fait de la liberté individuelle un de ses piliers, on nie à une communauté entière ses droits fondamentaux et sa citoyenneté sur la base d'arguments censés démontrer leur infériorité.

Une fois l'esclavage disparu, les Noirs deviennent les victimes du lynchage et de la ségrégation. Les outils dont ils disposent pour s'en extirper sont peu nombreux, voire inexistants. Ceux qui parviennent à échapper à leurs anciens propriétaires n'ont ni les moyens ni la capacité de se frayer un chemin dans la société américaine de l'époque. Pour les Afro-Américains, l'ascenseur social américain est une fiction, le respect de leurs droits fondamentaux, un rêve.

La résistance que la communauté blanche oppose aux revendications progressistes de la communauté noire est tenace. Les acquis obtenus durant la période de la Reconstruction (1865-1877) vont peu à peu disparaître au fur et à mesure que l'esprit revanchard du Sud inspire les nouvelles lois votées. Selon Howard Zinn, la courte période qui suit la Guerre de Sécession est riche en avancées pour les Noirs: ils obtiennent le droit de vote, envoient des représentants dans les Chambres des États et au Congrès, et établissent dans le Sud un système d'éducation mixte et gratuit (Zinn 2006, 229). Les amendements à la Constitution adoptés durant cette période

constituent également des gains indéniables. Le Quatorzième amendement accorde aux Noirs la citoyenneté, et le Quinzième protège leur droit de vote. Soulignons que ces amendements sont adoptés dans un climat de haute tension car ils limitent les « droits des États[1] » ségrégationnistes.

Immédiatement après la Guerre de Sécession (1861-1865), le nouveau président Andrew Johnson oppose plusieurs fois son veto à des décrets favorables aux Noirs et autorise l'instauration de « codes noirs » qui permettent la continuation d'une forme d'esclavagisme (Zinn 2006, 121). Suite à la fin de l'occupation du Sud par les troupes du Nord, en 1877, c'est un véritable « carcan de lois » et de règlements qui est instauré dans les États du Sud: on interdit les mariages interraciaux, on pénalise les relations sexuelles interraciales, on instaure la ségrégation dans les endroits publics, certains États vont même jusqu'à interdire qu'on enterre des Noirs et des Blancs dans le même cimetière (Fohlen 1999, 16-19). En 1890, on enlève le droit de vote aux Noirs dans les États du Sud en apportant des modifications aux procédures électorales, en compliquant l'enregistrement au vote et en instaurant les « Poll taxes » (Anderson et Jones, 2002). Finalement, en 1896, la décision Plessy v. Ferguson la Cour suprême reconnaît et officialise la ségrégation. Le principe de « séparé mais égal » permettra de l'étendre dans les détails les plus intimes de la vie quotidienne. En somme, l'histoire des Afro-Américains aux États-Unis est celle de défaites successives, et surtout d'une communauté qui refuse de cohabiter avec une autre, qui entretient des préjugés et une haine persistants à son égard. Comment comprendre alors la volonté d'appartenir des Afro-Américains à une nation qui les rejette, volonté qui se manifeste tout au long du vingtième siècle par le combat des organisations noires

---

1

[1] Les droits des États (States Rights) font référence à l'étendue des pouvoirs que détiennent les États à l'intérieur de la fédération américaine. Les États du Sud les invoqueront à de nombreuses reprises entre 1865 et 1964 lorsqu'ils estimeront que le palier fédéral abuse de ses pouvoirs pour leur imposer des lois auxquelles ils s'opposent.

intégrationnistes? Ne serait-il pas logique que les Noirs veuillent former une nation distincte, qu'ils cherchent par tous les moyens à former un État qui leur appartienne?

Question de recherche

Si le passage des lois sur les droits civiques marque l'intégration des Afro-Américains à la nation américaine, cette intégration découle d'un long processus au cours duquel les stratégies à employer pour y parvenir divisent les intellectuels noirs. Au cours du XIXe et du XXe siècle, ceux-ci ont des opinions diamétralement opposées par rapport à la question de l'appartenance à la nation américaine. L'opposition entre les discours radicaux et modérés se maintient de manière plus ou moins constante à partir de la fin de l'esclavage jusqu'aux années 1960 (Gates 1997, 86). Des éléments des discours des élites antérieures sont constamment repris et réinterprétés par leurs successeurs. Certains défendent l'idée que les Noirs doivent se conformer aux exigences de la société américaine et croient qu'il est possible de s'intégrer. C'est le cas de Booker Taliaferro Washington, qui au début du vingtième siècle, met de côté les revendications pour les droits des Afro-Américains et articule deux notions qui feront sa notoriété, le *self-help* et le *self-reliance.* Essentiellement, les Afro-Américains doivent compter sur leurs efforts individuels -littéralement s'aider-soi-même- s'ils veulent un jour intégrer la nation américaine. D'autres intellectuels comme William Edward Burghardt Dubois pourfendent cette position en insistant sur la nécessité de confronter la question de la relation entre les Noirs et les Blancs avant de pouvoir s'intégrer pleinement à la société américaine. Le mouvement qui remet en question l'appartenance aux États-Unis le plus radical est celui de Marcus Garvey, au début du vingtième siècle. Garvey, un tribun nationaliste charismatique, propose de créer un nouvel État en Afrique rassemblant les Afro-Américains et tous les Noirs qui sont opprimés. Le mouvement de Garvey préfigure le discours nationaliste énoncé par la Nation of Islam (NOI), l'organisation dont fait partie Malcolm X. La NOI avance l'idée de la formation d'un État noir sur le territoire des États-Unis. Martin

Luther King, le contemporain de Malcolm X, s'inscrit dans la lignée de W.E.B. Dubois et des associations comme l'Association nationale pour l'avancement des gens de couleurs (NAACP) pour qui l'obtention des droits collectifs mènera graduellement à l'intégration de la nation américaine.

Dans les années 1960, une rupture survient lorsque le discours intégrationniste de King prend le pas sur le discours plus radical et nationaliste de Malcolm X. Ce mémoire tente de répondre à la question suivante: Pourquoi le discours modéré de King l'emporte sur celui de Malcolm X? En d'autres mots, si l'on considère l'existence de deux discours aussi opposés relativement à une question aussi sensible, comment expliquer la victoire de l'un sur l'autre? Il semblerait naturel, intuitif, qu'une communauté ayant subi autant de mépris soit non seulement réfractaire à l'idée de former une nation avec son bourreau, mais qu'elle veuille également s'en affranchir définitivement, que ce soit en s'exilant en Afrique, ou en demandant la souveraineté sur un territoire en Amérique. À tout le moins, elle n'écarterait pas facilement les solutions qui correspondent à l'ampleur de l'embarras dans lequel elle se trouve.

Pourtant, une étude réalisée par le sociologue Gary T. Marx en 1969 indique que les Afro-Américains appuyaient de façon écrasante les leaders intégrationnistes à l'époque du mouvement pour les droits civiques. Peu d'entre eux appuyaient fortement le séparatisme de Malcolm X. Une autre étude réalisée en 1967 démontrait que les Afro-Américains avait une confiance élevée dans le gouvernement américain, qu'ils adhéraient à l'idée du « rêve américain », et que 86% d'entre eux appuyaient l'intégrationnisme (Aberbach et Walker 1970, 383). Ces études nous indiquent qu'il y a une préférence marquée chez les Afro-Américains pour l'intégration, mais elles ne fournissent pas les raisons qui l'expliquent. Le mémoire tentera de fournir les causes qui expliquent ce soutien improbable à l'option de l'intégrationnisme.

La question de l'appartenance à la nation américaine est sensible puisque la domination des Noirs touche à la dignité et la fierté de chaque individu qui en a été victime. Ainsi, pourquoi les Noirs se définissent comme des Américains? Comment surpasser une mémoire de souffrance et d'humiliation? Le thème de l'humiliation, et plus largement les questions reliées à l'estime de soi, reviennent chez nombre d'intellectuels noirs à travers les époques. L'humiliation en particulier est une composante clé pour la compréhension de la lutte d'émancipation des Noirs, comme le souligne le nationaliste noir Cyril Lionel Robert James:

> Les Nègres du Sud semblèrent accepter ce programme [de conciliation avec la société blanche] pendant un temps. Mais en réalité, cela donna alors naissance à une haine furieuse, mais contenue contre les Blancs du fait de l'oppression et particulièrement de l'humiliation raciale à laquelle les Nègres étaient soumis. Il est fondamental de comprendre cela pour pouvoir appréhender un tant soit peu la question nègre. (James 2013, 117.)

Dans Les Âmes du peuple noir (1903), W.E.B. Dubois accuse son contemporain B.T. Washington de préconiser une attitude de soumission vis-à-vis des Blancs: « (...) dans l'histoire (...) on a prêché pour doctrine qu'il est bien plus important de garder son estime de soi et sa fierté que d'acquérir des terres ou des maisons, et qu'il est inutile d'essayer de civiliser un peuple qui renonce volontairement à l'estime de soi, ou qui cesse de lutter pour elle.» Dans les années vingt, comme nous le verrons, Marcus Garvey appuie en partie sa rhétorique sur la question de la dignité bafouée de l'homme noir.

Les représentations du Noir humilié ou soumis dans la culture populaire sont des indicateurs de l'existence de ces sentiments et de leur intensité. Le personnage de l'Oncle Tom, issu du roman *La case de l'oncle Tom* de l'abolitionniste blanche Harriet Beecher-Stowe paru en 1852, est l'incarnation de l'esclave dévoué au Blanc. Ce personnage a traversé les époques en s'insérant dans le jargon populaire. Il en est même venu à désigner toute personne qui participe à sa propre oppression. Les *minstrelsies* sont un autre exemple révélateur. À partir années 1830, ces

spectacles où l'on dépeint les Noirs de façon stéréotypée comme des idiots qui ne sont qu'à la recherche du plaisir deviennent très populaires. Des acteurs Blancs, et plus tard des Noirs, se peignent le visage en noir. Ces spectacles qui véhiculent une image raciste et dégradante permettent de comprendre quelles étaient les perceptions que les Blancs avaient des Noirs durant la seconde moitié du 19e siècle. Le ressentiment des Noirs est également présent dans les oeuvres de la *Harlem Renaissance*[2], que Fohlen qualifie d'amères (1999, 35). Les oeuvres tragiques de Richard Wright et de James Baldwin qui abordent les tourments intérieurs des Noirs contribuent à redonner la dignité qu'ils avaient perdue en étant asservis. Aujourd'hui, les questions soulevées par les artistes de la *Harlem Renaissance* et les intellectuels continuent de nourrir la culture afro-américaine, notamment chez les rappeurs, qui truffent leurs morceaux de références à la question noire (Ciccariello-Maher 2009, 371-401). Le fait que des artistes commerciaux, en 2013, reprennent des slogans du Black Power ou qu'ils fassent allusion au lynchage dans leurs chansons confirme la persistance de sentiments tels que l'amertume, l'humiliation, la colère. Les progrès réalisés n'éclipsent pas la mémoire de la communauté noire, toujours hantée par la « densité de son passé », comme disait Franz Fanon (Fanon 1952, 227).

Structure du mémoire

Le premier chapitre présente le cadre théorique utilisé pour répondre à la question de recherche. La littérature sur la nation et le nationalisme y occupe une place prépondérante. Suivant l'analyse de plusieurs auteurs dont le sociologue Rogers Brubaker, la nation est considérée comme étant une construction sociale. Elle est le fruit du travail d'élites qui s'adressent aux masses pour leur proposer des « catégories », lesquelles peuvent être acceptées ou rejetées.

---

2 La *Harlem Renaissance* est un mouvement littéraire et artistique des années 1920 dont la renommée transcende les frontières du ghetto new-yorkais.

Comme le démontre John Hutchinson, lorsque surviennent des crises comme celle que vivent les Afro-Américains au cours des années 60, ces élites entrent en compétition en proposant des projets politiques différents. La « réceptivité » des masses à ces projets s'explique soit par le calcul des bénéfices associés à ces options, ou par l'attachement émotionnel à celles-ci. Puisque la mémoire collective des Afro-Américains est faite d'humiliation et de ressentiment, l'intégration ne peut s'expliquer par cet attachement émotionnel qui les conduirait à refuser de s'intégrer. Deux hypothèses complémentaires sont donc formulées: la stratégie déployée par les élites et les structures sociétales à l'oeuvre au moment de choisir l'intégration.

Le deuxième chapitre du mémoire est consacré à la présentation de l'opposition entre les intellectuels Afro-Américains modérés et radicaux à partir du milieu du 19e siècle. On comprend avec cette perspective historique la césure que marque la victoire de l'intégrationnisme de King. Les discours et les écrits les plus importants de King et de Malcolm X sont analysés pour faire ressortir combien leur interprétation du passé est différente, et comment chacun d'eux s'en sert pour proposer aux Afro-Américains des projets politiques différents. Également, l'analyse du discours des intellectuels qui les ont précédés nous permet de voir que King, autant que Malcolm X, s'inscrivent dans des courants intellectuels distincts.

Le troisième chapitre est consacré à l'hypothèse stratégique. King agit de manière à réussir l'intégration des Afro-Américains alors que les présidents John Fitzgerald Kennedy puis Lyndon Baines Johnson tentent de profiter du vote de l'électorat noir en s'alliant avec les leaders du mouvement pour les droits civiques. L'alliance informelle entre King et l'exécutif américain débouche sur l'adoption du Civil Rights Act (CRA) de 1964, le triomphe du mouvement, tout en assurant la stabilité dans les États du Sud que recherche l'exécutif américain. Cette alliance marginalise du même coup Malcolm X. Deux évènements sont retenus pour expliquer la formation de cette alliance: la crise des Freedom Rides et celle qui est déclenchée par la

campagne de Birmingham, initiée par l'organisation dont fait partie King. Ces évènements nous permettent de comprendre dans quelles circonstances est votée la loi sur les droits civiques de 1964.

La première hypothèse ne parvient pas à répondre à la question de recherche puisque le jeu des élites ne peut expliquer à lui seul le choix de la communauté noire d'appartenir à la nation américaine. Il faut donc se pencher sur la réceptivité des Afro-Américains par rapport aux options qu'on leur propose. L'hypothèse des opportunités et du choix rationnel des Afro-Américains fait donc l'objet du quatrième chapitre. Selon cette hypothèse, les Afro-Américains fondent leur choix sur la maximisation des bénéfices qu'ils anticipent de chacune des options qui leur sont proposées. L'augmentation significative des opportunités d'emplois au début des années 60 et l'amélioration des écoles que fréquentent les Noirs dans la période de l'après-guerre les mènent à préférer l'intégration au séparatisme de Malcolm X qui comporte son lot d'incertitudes. Néanmoins, une portion importante de la communauté noire qui ne parvient pas à s'extraire de la pauvreté reste réceptive au discours radical de Malcolm X. Cette fracture de la communauté noire permet de relativiser la « victoire » de l'intégrationnisme; l'intégration n'est pas l'option préférée par *la* communauté noire, mais bien celle d'une majorité d'Afro-Américains étant parvenue à rejoindre la classe moyenne.

Le choix qui s'est fait au milieu des années 1960 en vertu de l'alliance stratégique de King et des élites politiques et des facteurs structuraux ne semble pas mener à la réconciliation historique souhaitée. Bien que l'élection à la présidence de Barack Obama en 2008 ait fait dire à certains commentateurs que l'Amérique était devenue une société « postraciale », des évènements de l'actualité récente comme la controverse entourant le verdict du procès de George Zimmerman nous indiquent que la question des relations raciales est encore sensible. L'acquittement de Georges Zimmerman, accusé d'avoir abattu Trayvon Martin, un adolescent noir, a suscité un

émoi considérable dans la communauté noire au mois de juillet 2013. Selon certains, ce procès aurait mis en lumière le fait que le système de justice américaine est discriminatoire envers les Afro-Américains. La mémoire collective des Afro-Américains pourrait donc être encore utilisée par des élites désirant remettre en question la réussite de l'intégration à la nation américaine. Ce mémoire explore le choix collectif de la communauté noire dans un temps de crise.

Chapitre 1: Cadre d'analyse

La nation vue comme une construction par le haut et par le bas

La question à laquelle se consacre ce mémoire est le choix qu'ont fait les Afro-Américains d'adhérer à la nation américaine. Le choix dont il est question est compris comme la victoire de l'intégrationnisme de King entre les années 1961 et 1964. Il importe de le rappeler puisque les facteurs qui influencent le choix des Afro-Américains à cette époque ne sont pas les mêmes que ceux qui sont déterminants à d'autres époques. Comme nous le verrons, bien que l'appartenance nationale puisse relever selon certains auteurs de considérations irrationnelles ou émotionnelles, qu'en ce sens choisir l'intégration à la nation américaine en dépit de l'humiliation vécue par les Afro-Américains puisse paraître contre-intuitif, les individus font aussi des choix selon des calculs rationnels. La littérature qui se penche sur la question des Noirs aux États-Unis indique que les mêmes types de facteurs, rationnels comme irrationnels, expliquent leur choix d'appartenir à la nation américaine (voir Brown et Shaw 2002; Alexander 2004; Moses 2004).

La question de l'appartenance à la nation peut être considérée selon plusieurs angles différents. Pour certains auteurs, les nations relèvent d'attachements primordiaux comme les liens du sang, de la race, ou encore découle de l'appartenance à une communauté religieuse (Jaffrelot et Dieckhoff 2006, 88). Selon cette perspective, une fois qu'elles sont formées, les nations perdurent dans le temps (Hale 2004, 460). Autrement dit, puisque le lien qui unit les individus à leur groupe est inné, ces groupes ont tendance à résister à des crises qui remettrait leur existence en question. L'importance accordée à la couleur de peau comme facteur de division des communautés permettrait de comprendre en quoi les Afro-Américains seraient plus portés à

appuyer le séparatisme de Malcolm X. Leur présence en Amérique ne serait qu'un « séjour[3] » qui n'aurait pas entamé leur appartenance à leur lieu et à leur culture d'origine, l'Afrique.

Aujourd'hui, un consensus émerge autour de l'idée que la nation relève d'une construction. Les « constructivistes » remettent en question l'idée que les groupes identitaires persistent dans le temps, que l'attachement à ceux-ci est ineffable. Ils insistent plutôt sur le fait que ces groupes sont le fruit du travail d'entrepreneurs ethniques qui les façonnent en utilisant la mémoire collective. C'est ce qui explique que les groupes puissent se former ou se défaire. L'approche que développe Rogers Brubaker nous semble la plus utile pour comprendre en quoi l'échec du nationalisme et la victoire de l'intégrationnisme sont attribuables à la réceptivité des masses au discours des élites.

Selon Brubaker, les groupes identitaires telles la race, l'ethnie ou la nation reposent tous sur le présupposé erroné que le monde est divisé en groupes homogènes aux démarcations claires. Pour Brubaker, il est préférable de voir ces groupes comme des constructions qui sont éphémères, contingentes et qui fluctuent dans le temps. Par ailleurs, les groupes sont le fruit d'une construction qui implique des entrepreneurs ethniques et les masses qui réagissent favorablement ou non aux catégories qu'on leur propose. C'est ce qui explique que le groupe puisse « arriver », autrement dit que puissent apparaître des liens forts de solidarités collectives *à certains moments*. Car la cristallisation du groupe peut aussi échouer: « groupness may not happen (...) high levels may fail to cristallize, despite the group-making efforts of ethnopolitical entrepreneurs and even in situations of intense elite-level ethno-political conflict. » (Brubaker 2002, 166) Brubaker préfère ainsi parler du groupe comme d'un événement (*group as an event*). La cohésion d'un groupe survient à un moment précis, en fonction de conditions extérieures qui fluctuent. Dans

3

[1] Traduction libre de « Blacks are soujourners in the United States, a diasporic condition (...) » tiré de Alexander 2004, 109.

leur entreprise de construction de groupes identitaires, les élites proposent des catégories, des « coquilles vides », qui sont une façon de désigner une communauté ou une nation. Ils investissent ces catégories d'attributs identitaires. Ceux-ci peuvent être de plusieurs types et répondent aux fins de leur entreprise: il peut s'agir d'attribuer à une communauté le statut de victime, ou encore de tenter d'uniformiser la langue parlée par celle-ci. Comme l'affirment Claire McNicoll et Susan-Mary Grant, jusqu'à l'époque du mouvement pour les droits civiques, la catégorie « américain », l'américanité, est définie en fonction de l'attribut qu'est la couleur de peau.

McNicoll (1993, 21-28) souligne que l'homme blanc de religion protestante constitue l'archétype initial du citoyen américain. L'exclusion au dix-huitième et au dix-neuvième siècle des individus qui ne correspondent pas à cet archétype entre en contradiction avec l'idéal américain de l'égalité pour tous. Le mouvement nativiste, qui fait la promotion d'une vision de l'américanité étroite, est une incarnation de cette idée que la majorité blanche devrait prédominer. Ce mouvement s'oppose par exemple au dix-neuvième siècle à la venue des Juifs et des Irlandais qui sont perçus comme des indésirables. Grant abonde dans le même sens en affirmant que le nationalisme américain, malgré ses prétentions inclusives, n'en reste pas moins exclusif: « The American nation was, from the outset, circumscribed by ethnic constructs that denied citizenship to non-white peoples in order to create and sustain the idea of collective belonging among whites. » (Ichijo et Uzelac 2005, 167) Les Noirs et les Premières Nations, au même titre que les Irlandais et les Juifs, sont exclus de la nation américaine. C'est donc dire que Martin Luther King opère avec sa rhétorique une rupture importante en redéfinissant l'américanité de façon à ce qu'elle inclut les Noirs au même titre que les Blancs.

Selon la perspective de Brubaker, on peut étudier la formation des groupes « d'en-haut », c'est-à-dire se pencher sur la façon dont les entrepreneurs ethniques proposent de nouvelles

catégories ou redéfinissent celles qui existent. Comme nous le verrons plus bas, John Hutchinson remarque qu'au cours de cette entreprise de construction, les entrepreneurs ethniques peuvent être en compétition, c'est-à-dire que leur manière de redéfinir une catégorie peut être diamétralement opposée à celle d'un adversaire. Dans cette compétition, les élites ont un agenda qui peut être lié à des buts en valeurs (tel que redonner la dignité aux membres du groupe) ou à des buts socio-économiques ou de pouvoir des entrepreneurs eux-mêmes. Les élites se servent de leur discours pour parvenir à l'atteinte de ces buts. Elles peuvent, par moment, adapter leur discours en fonction de la façon dont il est reçu, toujours en ayant en tête de maximiser leur impact. C'est pourquoi on doit également étudier « par le bas » la façon dont les masses s'approprient les catégories, les transforment ou les rejettent (Brubaker 2002, 170). Ces deux perspectives sont essentielles pour répondre à la question sur laquelle se penche le mémoire. En effet, Malcolm X et King proposent tous les deux des projets politiques différents qui reposent sur des catégories tout aussi différentes. La victoire du discours intégrationniste de King peut être comprise comme le rejet des Noirs de la catégorie proposée par Malcolm X, et l'échec de la vision selon laquelle les Noirs forment un groupe distinct fondé sur la race qui est en droit de réclamer un État. En d'autres mots, le rejet du séparatisme de Malcolm X peut être compris comme l'échec de la cristallisation des liens fondés sur l'appartenance ethnique.

L'approche de Brubaker, en somme, nous permet de comprendre que les conflits ethniques n'opposent pas des groupes ethniques en tant que tel, mais des organisations qui prétendent parler en leur nom (Brubaker 2002, 173). La rhétorique qu'emploient les élites comme King et Malcolm X ne décrit pas nécessairement une réalité empirique; elle peut servir leurs intérêts politiques par exemple. Il ne faut donc pas confondre les intérêts des élites avec la volonté de ceux à qui elles s'adressent.

Pour expliquer comment les entrepreneurs réussissent à bâtir des solidarités et ainsi comprendre pourquoi le projet nationaliste de Malcolm X échoue, nous devons savoir sur quels facteurs repose la « réceptivité » des masses. La réceptivité est définie comme la façon dont les masses réagissent aux appels des élites (Özkirimli 2003, 350). Selon les tenants de l'approche ethnosymboliste, qui adhèrent à l'idée que les nations sont construites, la réceptivité est conditionnée par la mémoire collective d'une communauté. A contrario, pour des auteurs comme David Laitin, la réceptivité renvoie au choix rationnel des individus. Autrement dit, le discours auquel les individus associent les opportunités dont ils pourraient bénéficier dans le futur l'emporte.

1.1 Mémoire collective, ressentiment et humiliation

L'approche ethnosymboliste accorde une importance particulière au rôle des mythes dans la construction des identités nationales. Plutôt que de reposer sur des liens primordiaux (les liens du sang par exemple), la nation est construite à partir de ressources culturelles empruntées au passé comme des mythes fondateurs, une mémoire commune, des traditions. Selon Smith, le mythe: « (...) est un ensemble de croyances, sous forme d'une narration, retenues par une communauté sur elle-même. » (Dembinska 2009,13)

En temps de crise ou lorsque des opportunités politiques se présentent, la réinterprétation du passé par les entrepreneurs ethniques sert deux objectifs indissociables. D'abord, elle renforce le sentiment de cohésion au sein d'une communauté et soutient les divisions avec une autre. Pour ce faire, les élites mettent l'accent sur certains évènements et en ignorent d'autres (Özkirimli 2003, 348). On peut occulter, par exemple, le fait que deux communautés aient eu des échanges soutenus à une certaine époque et mettre l'emphase sur des évènements au cours desquels elles ont été rivales. Ensuite, une telle interprétation de l'histoire peut servir à la mobilisation des

masses: en étant convaincues de l'idée de former une communauté distincte dont le passé est fait de domination par un Autre, elles seront plus portées à soutenir un projet nationaliste (Özkirimli 2003, 346).

Le succès d'une telle utilisation du passé, néanmoins, ne se fait pas sans contrainte; les élites se buttent à la réceptivité des masses auxquelles elles s'adressent. Une interprétation de l'histoire trop éloignée des « faits historiques », ou de l'idée que se font les masses elles-mêmes de cette histoire, peut mener à l'échec du projet nationaliste des entrepreneurs. Ainsi, les élites sont vues comme des médiateurs qui cherchent dans le passé une définition qui convient aux masses, définition qui sera le produit d'essais et d'erreurs (Hutchinson 1999, 397). C'est pour cette raison que les ethnosymbolistes affirment que la construction des nations est conditionnée par le passé.

John Hutchinson met l'accent sur les conflits *entre* les élites lors de tels processus de construction identitaire. Les différences culturelles inhérentes à toutes les nations (ou communautés) sont génératrices de conflits symboliques et politiques rivaux (Hutchinson 2004, 18-44). Hutchinson part du fait que les cultures de toutes les communautés recèlent des éléments qui s'opposent. Au cours du processus de redécouverte du passé, les élites s'appuient sur des expériences historiques et sur des traditions rivales pour formuler des propositions différentes pour l'avenir. Ils teintent l'histoire de leur propre jugement pour faire ressortir les éléments qui justifieraient les solutions qu'ils proposent: « (...) revivalists project their own dreams and fears onto the past (...). » (Hutchinson 1999, 397) Ainsi, Malcolm X fera référence à la souffrance endurée par les Noirs durant l'esclavage et à l'injustice de la ségrégation pour accentuer les différences avec les Blancs et insister sur la nécessité d'un État noir souverain. Inversement, King insistera sur le fait que les Noirs et les Blancs sont avant tout des êtres humains, des semblables, et qu'ils forment une même communauté politique (Lucaites et Condit 1990, 14).

Adhérer à l'idée de l'efficacité du passé pour mobiliser les communautés est problématique dans le cas des Afro-Américains. On le sait, leur rapport avec les Blancs dans l'histoire américaine peut se résumer, jusqu'aux années 60, à leur domination politique et économique. Toujours selon l'approche ethnosymboliste, adhérer à la nation américaine impliquerait pour eux de surmonter ou d'ignorer ces récits dans lesquels les Blancs jouent le rôle de l'oppresseur ou du tortionnaire. Comment envisager dès lors le choix des Afro-Américains de s'intégrer alors que comme le souligne Ernest Renan, la nation repose sur: « (...) le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. » (Renan 1882, 51) On peut penser que l'utilisation de mythes par les élites mènerait à la solidification des liens de solidarité qui existent entre les Afro-Américains, au détriment de l'intégration à la communauté américaine blanche. Comme le souligne Schopflin: « (...) dans les sociétés ethniquement divisées l'utilisation des mythes renforce presque invariablement la division, à moins qu'il y ait des mythes qui unissent les groupes au-delà de la division. » (2000, 85)

Dans ses discours, King s'efforce d'élaborer une vision optimiste des relations entre les Blancs et les Noirs pouvant cohabiter ensemble *malgré* leur passé. Malcolm X, comme nous le verrons, s'attarde à rappeler la cruauté avec laquelle les Blancs ont traité les Afro-Américains. En incluant des émotions « puissantes » comme le ressentiment et l'humiliation dans les récits qu'il utilise pour convaincre les masses, Malcolm X dispose en quelque sorte d' « atouts ». Selon Eyerman, la mémoire de l'esclavage constitue un « traumatisme culturel » qui participe à la formation de l'identité des Afro-Américains. Les narratifs faisant écho aux souffrances façonnent les identités individuelles des Noirs (Alexander 2004, 60-111). Pour Lamothe (2011, 540), la ségrégation qui a été mise en place entre la fin de la Reconstruction et l'adoption de la loi sur les droits civiques constitue ce qu'il nomme de l' « humiliation politique », qu'il définit ainsi: « (...) the formal and informal codification of types and degrees of social shame that targets a specific

group, marginalizing that group from participating fully in the public realm. Political humiliation may range from acts hereby people of the target group are ignored to acts of public intimidation, torture, beatings, and socially sanctionned killings. »

Comme le souligne Petersen (2002, 35), les émotions ressenties par les individus tel le ressentiment peuvent expliquer les conflits ethniques. Le ressentiment provient de la perception que le groupe ethnique auquel on appartient est inférieur aux autres. Il souligne que ces émotions peuvent être instrumentalisées: « With nationalist myths and constant reminders of past and present victimizations, elites can inflame and intensify the emotions themselves. » Selon Grandjean et Guénard (2012), le ressentiment a une dimension sociale, il peut être le catalyseur de mouvements collectifs. Un groupe qui éprouve du ressentiment et dont les revendications ne sont pas écoutées peut être porté vers la violence ou vers la radicalisation. Les individus qui l'éprouvent cherchent à réparer un tort ou une injustice et s'attendent à une reconnaissance de fait. Vue ainsi, la mémoire de ces torts peut mener à la radicalisation, à une soif de vengeance qui se traduira en révolte. Comme nous l'avons vu, les revendications des Noirs sont presque toujours ignorées et leur exclusion de la vie politique les pousserait, « logiquement », vers la radicalisation. Dans une veine similaire, l'humiliation peut être à l'origine de mouvements nationalistes, comme l'affirme Isaiah Berlin (1972, 17) : « Nationalism is an inflamed condition of national consciousness which can be, and has on occasion been, tolerant and peaceful. It usually seems to be caused by wounds, some form of collective humiliation. » L'humiliation part d'une comparaison avec un autre perçu comme un rival. Les membres d'une collectivité se considèrent à tort ou à raison inférieurs à cet autre, ce qui peut produire de l'envie, de l'hostilité ou du ressentiment.

L'humiliation et le ressentiment que vivent les Noirs depuis des décennies peut donc conduire à leur mobilisation et peut expliquer que des mouvements nationalistes comme ceux de

Garvey et de Malcolm X aient une certaine résonnance auprès des masses. Pourtant, l'approche mettant de l'avant le rôle de la mémoire collective et des émotions ne parvient pas à expliquer le choix que font les AA au milieu des années 60. Ceci nous laisse croire que leur choix est fondé sur un calcul rationnel.

1.2 Le choix motivé par les bénéfices

Renan (1882) affirme que la nation ne se fonde pas sur la race, sur la religion ou sur un territoire, mais bien sur la volonté des individus d'y appartenir. Dans son discours, en plus de souligner l'importance de la mémoire collective dans la formation des nations, il met de l'avant une explication volontariste de celles-ci; les nations existent parce que les individus décident d'y adhérer. David Laitin montre que les choix d'identification nationale que font les individus sont interdépendants. L'individu choisit en fonction des attentes qu'il se fait à propos des choix des autres, autrement dit sur sa perception des décisions de ses semblables. Dans le cas de l'identification nationale, les individus sont à la recherche d'un résultat *coordonné* parce que c'est en se coordonnant qu'ils tirent les bénéfices les plus importants: « (...) each individual voter gets higher rewards the greater the agreement on a national identity (is). » (Laitin 2007, 30) Pour Laitin, les individus qui font leurs choix de cette façon sont incertains. Ils font des calculs rationnels en tenant compte des bénéfices possibles et de la probabilité que l'option qu'ils choisissent puisse se réaliser (par exemple, la probabilité que soit formé un État noir en sol américain). Surtout, les individus se coordonnent sur le choix de la majorité.

Laitin s'intéresse à la façon dont on peut amener la majorité à changer ses choix et entraîner de ce fait des choix individuels différents (une coordination de tous les individus sur un *nouveau* choix). Si, par exemple, des parents parlant une langue minoritaire sentent qu'il est dans l'intérêt de leurs enfants de les envoyer dans une école ou l'on enseigne la langue majoritaire, ils

choisiront cette dernière option croyant que leurs enfants auront de cette façon plus d'opportunités. Au contraire, si un nombre suffisant de parents choisissent l'enseignement dans leur langue, alors il est dans l'intérêt des autres parents de faire de même (Laitin 2007, 37). La coordination sur ce nouveau choix, qu'il appelle « cascades nationales », explique également comment les Afro-Américains auraient pu vouloir abandonner l'intégration au profit du séparatisme. Dans l'hypothèse où une majorité de personnes préférait la création d'un État noir, les Afro-Américains se seraient coordonnés sur ce choix devenu plus alléchant.

Comme le remarque Laitin, la coordination n'est pas facile puisque l'on est difficilement capable de prédire les choix que feront nos semblables. D'où l'importance fondamentale des élites qui peuvent fortement influencer les décisions des masses. Elles doivent convaincre les gens de la nécessité de leur projet afin d'augmenter le nombre d'individus qui y souscrivent. Les élites comme Martin Luther King et Malcolm X bénéficient d'une tribune médiatique qui leur permet d'accroître leur influence et de contrôler l'agenda. Au milieu des années 60, les Afro-Américains sont plus attentifs au discours intégrationniste parce que le mouvement pour les droits civiques est plus médiatisé que les actions et les discours de Malcolm X. Le succès des leaders intégrationnistes donne le signal que les gains les plus significatifs sont à la portée de ceux qui décident de s'intégrer.

La théorie de Laitin nous permet de formuler l'hypothèse qu'il n'existait pas suffisamment d'adhérents au projet nationaliste de Malcolm X pour inciter les Afro-Américains à refuser l'intégration à la nation américaine. On peut penser qu'ils étaient sensibles au discours de Malcolm X, mais dans les faits, l'intégration comportait nombre d'opportunités qui, d'un point de vue rationnel, était plus attrayantes que les bénéfices hypothétiques reliés à la formation d'un État noir.

Structure du mémoire

Dans un premier temps, dans le chapitre II, nous présenterons les discours des élites radicales et modérées qui ont précédé Malcolm X et King. Cet exercice nous permettra d'identifier les thèmes qui sont récurrents d'une époque à l'autre. Nous verrons ensuite de quelle façon Malcolm X et King s'appuient sur une vision différente de l'histoire américaine pour proposer leurs projets politiques. Les discours sélectionnés ne constituent pas une présentation exhaustive de la pensée de leurs auteurs. Dans la plupart des cas, les discours qui ont été retenus sont ceux qui ont fait leur renommée. Les discours qui ont été sélectionnés pour présenter la pensée de Martin Luther King sont tirés d'un recueil paru en 1963, *Révolution non violente.* À cette époque, King prêche la non-violence et la désobéissance civile et condamne tout ce qui s'apparente à l'idéologie nationaliste. Ce ne sera pas le cas dans les dernières années de sa vie au cours desquelles il reconnaîtra que la non-violence n'est plus adéquate pour faire progresser les noirs, en plus de se positionner contre la guerre du Vietnam et les excès du capitalisme (Smith 2003, 199). Ce sont les discours du recueil *Révolution non-violente* qui importent pour ce mémoire puisque c'est durant les années 1963 et 1964 que Malcolm X propose une alternative radicale à l'intégrationnisme de King.

Dans le troisième chapitre, nous tâcherons de démontrer comment les élites ont pu propager ou imposer une catégorie particulière « d'en haut », celle qui fait des Noirs des citoyens américains. En analysant l'alliance stratégique qui s'est formée entre les présidents démocrates et King, nous verrons que ce dernier a réussi à se hisser au rang de porte-parole du mouvement des droits civiques. La médiatisation de chacune des campagnes du mouvement a fourni à King une tribune qui lui permettait de diffuser et de faire valoir ses idées. Ces avantages dont ne bénéficiait pas Malcolm X lui permettront de réaliser les gains qui ont rendu l'intégration à la nation américaine préférable. Les sources utilisées pour la démonstration sont de type primaire et

secondaire. Elles incluent des témoignages des militants qui ont participé aux évènements dont il est question, des données concernant la participation électorale des Noirs et leurs comportements durant l'élection présidentielle de 1960, et des analyses faites par des historiens.

Nous tenterons de valider la deuxième hypothèse dans le quatrième chapitre en examinant les opportunités dont bénéficiaient les Afro-Américains en choisissant l'intégration à la nation américaine. Les sources utilisées pour ce chapitre contiennent des données qui permettent de mesurer le progrès fait par les Afro-Américains au chapitre des opportunités économiques et de l'éducation dans la deuxième moitié du vingtième siècle.

Chapitre 2: Discours des élites noires en compétition:

Être Américain ou ne pas l'être?

Le présent chapitre est consacré à la présentation des discours des intellectuels noirs rivaux de chaque époque entre le milieu du 19e siècle et les années 60. Le choix des discours étudiés se fait selon des thèmes particuliers. Le nationalisme noir repose sur la conviction que les Afro-Américains constitue une communauté différente ayant un passé marqué par l'oppression (l'esclavage, la ségrégation, la ghettoïsation) et ayant une culture distincte (West 2002, 82). Ultimement, le programme politique des élites nationalistes est de doter les Afro-Américains d'un territoire sur lequel ils sont souverains. Comme on l'a mentionné, plutôt que de couvrir de manière exhaustive les écrits de chaque intellectuel, on ne retiendra que les éléments des discours les plus importants se rapportant à ces thèmes.

Comme ses prédécesseurs, King fonde son discours intégrationniste sur la croyance que les Noirs et Blancs sont des semblables. Plutôt que de décrire les Blancs comme des ennemis, il insiste sur le lien fraternel qui les unit aux Afro-Américains. Par ailleurs, l'intégration est préférable parce que les Afro-Américains profiteraient de la liberté individuelle et des opportunités économiques que promet à tous la société américaine. Pour sa part, Malcolm X prône l'unité raciale et la formation d'un État noir en sol américain. Il insiste sur la différence entre les deux communautés et affirme à plusieurs reprises combien l'homme blanc méprise les Noirs. Il fait maintes fois allusion aux traumatismes de l'esclavage.

L'analyse du discours des élites noires nous permet de comprendre comment chacun réinterprète l'histoire américaine différemment pour légitimer son projet d'intégration à la nation américaine ou de séparation. Elle nous permet également de comprendre la césure qui se produit

lorsque l'intégrationnisme l'emporte sur le séparatisme au moment du passage des lois sur les droits civiques en 1964.

2.1 Des élites en compétition: de Frederick Douglass à W.E.B. Dubois

Selon Henry Louis Gates (1997, 86), depuis le milieu du XIXe siècle, les élites qui se prononcent sur la question du progrès des Noirs s'opposent en fonction d'un axe radical/modéré. Cette séparation est à la fois éclairante, mais elle est aussi aveuglante. En effet, on peut trouver chez tous les leaders noirs des points en commun qui rendent cette démarcation poreuse. L'historien Wilson Jeremiah Moses (2004) insiste sur le fait que, trop souvent, on réduit les intellectuels noirs à des héros ou à des traîtres, ce qui nous empêcherait de saisir la richesse et la complexité de leur pensée. On pourrait affirmer que B.T. Washington et W.E.B. Dubois, tout comme Malcolm X et King, évoquent dans leurs discours la dignité des Afro-Américains tout en étant pragmatiques à leur façon.

Néanmoins, il est possible d'expliquer ce qui différencie un discours radical d'un discours modéré pour mieux identifier le positionnement de chaque intellectuel étudié. Le radicalisme est défini comme une philosophie, un programme politique ou une idéologie qui favorise un changement fondamental dans les institutions d'une société (Smith 2003, 288). Lemay rajoute que du point de vue des minorités, le radicalisme est la stratégie politique qui rejettent les normes et les valeurs de la majorité pour les remplacer par les leurs (cité dans Molina 2011, 11). La modération regroupe un ensemble assez hétérogène de stratégies, d'idées et de valeurs. On peut dire d'un modéré qu'il cherche le compromis parmi les positions plus extrêmes et qu'il respecte le pluralisme associé à la démocratie (Craiutu 2012). Dans le cas des Afro-Américains, le fait qu'un discours soit radical ou modéré varie d'une époque à l'autre. Alors que l'intégration à la nation américaine par l'obtention de droits collectifs est perçue comme un objectif ambitieux,

voire radical, au début du vingtième siècle, l'obtention de ces droits devient la stratégie modérée dans les années en regard du séparatisme de Malcolm X.

Quoi qu'il en soit, la modération et le radicalisme sont beaucoup plus faciles à identifier lorsqu'on compare la pensée de deux intellectuels contemporains. Par exemple, dans la deuxième moitié du 19e siècle, Frederick Douglass revendique la nécessité d'abolir l'esclavage pour que les Afro-Américains s'intègrent à la nation américaine tandis que le nationaliste Henry Highland Garnet milite pour que les Noirs se révoltent contre leur maître. Le désir de s'intégrer de Douglass fait de lui le modéré de son époque.

Douglass est l'une des premières figures noires à décrire les conditions de vie de l'esclave dans son autobiographie parue en 1845. Ancien esclave s'étant évadé de sa plantation du Maryland, ses écrits abordent l'émancipation individuelle et communautaire des Noirs par l'éducation, lui-même étant parvenu à s'éduquer en autodidacte. Il milite pour l'obtention des droits civiques, qui conduirait à l'achèvement du rêve américain pour tous. Il affirme aussi l'égalité des Noirs et des Blancs. Dans son autobiographie, Douglass témoigne des viols des femmes noires par leurs maîtres et de la destruction de la cellule familiale noire (Douglass 2007). Son analyse du système d'exploitation économique et social montre tous les obstacles que doivent surmonter les Noirs pour regagner leur dignité, et éventuellement recréer des liens avec leurs semblables.

Alors que les États-Unis sont déchirés par les conflits concernant la question de l'esclavage, Douglass confronte les Blancs dans son discours le plus célèbre prononcé le 4 juillet 1852. Il le fait en soulignant l'incohérence entre les idées républicaines des Pères fondateurs américains et le maintien de l'esclavage. Douglass pose cette question en évoquant la nation américaine: « The feeling of the nation must be quickened; the conscience of the nation must be roused; the propriety of the nation must be startled; the hypocrisy of the nation must be exposed;

and its crimes against God and man must be proclaimed and denounced. » (Douglass 1852) Il utilise l'occasion de la fête nationale américaine pour souligner combien les Blancs savourent leur liberté âprement gagnée lors de la Guerre d'Indépendance, et comment cette célébration rend plus saillante la condition désespérante des Noirs. C'est ce qui fait dire à Douglass que le 4 juillet n'est pas *sa* fête nationale: « I am not included within the pale of this glorious anniversary! Your high independence only reveals the immeasurable distance between us. This Fourth July is yours, not mine. » (Douglass 1852) Il termine son discours en insistant sur l'inévitabilité de l'abolition de l'esclavage: « There are forces in operation which must, inevitably, work the downfall of slavery. » (Douglass 1852)

À la même époque, le militant Henry Highland Garnet tient un discours beaucoup plus radical. Il n'a pas la tribune de Douglass et son influence reste limitée. Néanmoins, il est le premier Afro-Américains à insister sur le fait que l'esclavage a produit des dommages irréparables qui rendent impossible l'intégration: « Slavery has fixed a deep gulf between you and us, and while it shuts out from you the relief and consolidation which your friends would willingly render, it afflicts and persecutes you with a fierceness which we might not expect to see in the fiends of hell. » (Garnet 1843) Comme ce sera le cas pour la Nation of Islam (NOI) et Malcolm X, l'histoire de l'esclavage lui fait dire que les Noirs ne sont pas des Américains au même titre que les Blancs. Garnet les appelle à se sortir de leur attitude de soumission et à se révolter contre leurs maîtres: « And worse than all, you tamely submit while your lords tear your wives from your embraces and defile them before your eyes. In the name of God, we ask, are you men? (...) Awake, awake; millions of voices are calling you! Let your motto be resistance! *Resistance!* RESISTANCE. » (Garnet 1843) L'opposition entre lui et Douglass n'est pas aussi marquée que celle entre Malcolm X et King puisque même Douglass, intégrationniste convaincu, appuie durant un certain temps des solutions radicales comme l'émigration en Haïti suite au

jugement de la Cour Suprême dans l'affaire Dred Scott contre Sandford[4] (West 2002, 84). L'opposition entre les discours modéré et radical prend réellement forme avec l' « accomodationnisme » de B.T. Washington et la réplique cinglante de W.E.B. Dubois.

À la fin du 19e siècle, B.T. Washington tient un discours prônant le travail des Noirs sur eux-mêmes pour mieux intégrer les rangs de la société américaine. En d'autres mots, il incombe aux Noirs et non aux Blancs de faire des efforts pour parvenir à l'intégration. En 1881, Washington fonde en Alabama l'institut Tuskegee, une école qui forme des professeurs noirs et dote les Afro-Américains de compétences nécessaires pour les emplois de l'économie agraire du sud des États-Unis. C'est en tant que président de l'institut Tuskegee qu'il prononce en 1895 son discours du « Compromis d'Atlanta » qui le fait connaître des masses et qui suscitera la controverse. En échange du consentement des Blancs du Sud de fournir les moyens aux Noirs de s'éduquer, Washington leur garantit que les Noirs ne réclameront pas d'avancées concernant les droits civiques. En 1901, le récit qu'il fait de son parcours dans son autobiographie, *Up From Slavery*, accroît sa notoriété auprès de la communauté noire.

Né dans l'esclavage, Washington réussit à se payer des études universitaires grâce à des travaux manuels et à l'aide de philanthropes nordistes après la Guerre Civile (Moses 2004, 148). Dans le but de faire progresser les Noirs et de les intégrer à la nation américaine, il préconise l'accomodationnisme, qui consiste en l'acceptation par un groupe minoritaire des normes et des valeurs de la majorité afin de rejoindre ses rangs (Molina 2011, 9). Deux notions font sa notoriété, le *self-help* et le *self-reliance.* Essentiellement, les Noirs ne peuvent compter que sur leurs efforts individuels pour progresser: « (...) (il faut) développer les aptitudes manuelles

4

Le jugement de la Cour Suprême dans l'affaire Dred Scott rendu en 1857 nie aux Noirs les droits constitutionnels réservés aux citoyens américains.

implicites dans chaque individu, qui pourrait ainsi se rendre utiles à la collectivité, trouver sa place dans la société plutôt que vivre à ses crochets. » (Washington 1895) Il rejoint donc Douglass avec sa croyance en l'effort individuel comme outil d'émancipation mais laisse de côté l'obtention de droits pour les Noirs. Il considère qu'il s'agît d'un objectif hors de portée à l'époque, une « folie ».

Pour lui, la ségrégation dans le Sud peut être acceptée tant qu'elle n'empêche pas les progrès individuels des Noirs: « In all things that are purely social we can be as separate as the fingers, yet one as the hand in all things essential to mutual progress. » (Washington 1895) Les masses noires l'encensent et font de lui le leader le plus populaire de l'époque jusqu'à sa mort en 1915 (Smith 2003, 30). Certains le voient à l'époque comme étant l'incarnation même de la soumission au système raciste blanc tandis que d'autres le voient comme un artisan des idées qui sont à la base du nationalisme noir (Smith 2003). Selon Washington, l'autosuffisance économique, fruit des efforts que doivent faire les Noirs, est censée leur apporter la confiance en eux-mêmes (James 2013, 117). Son discours le plus controversé, prononcé en 1895, contient des passages qui indiquent qu'il conçoit la nation américaine comme la sienne. À une époque de violences extrêmes contre les Noirs, il parle du Sud comme du « beloved South ». Il se dit prêt à donner sa vie pour celle d'un Blanc:

> As we have proved our loyalty to you in the past, in nursing your children, watching by the sick-bed of your mothers and fathers, and often following them with tear-dimmed eyes to their graves, so in the future, in our humble way, we shall stand by you with a devotion that no foreigner can approach, ready to lay down our lives, if need be, in defense of yours (...) (Washington 1895)

Pour Washington, l'accomodationnisme relève d'un esprit de pragmatisme. L'Amérique blanche de l'époque ayant détourné son attention de la question des Noirs, il considère que les questions raciales ne sont pas prioritaires (Moses 2004, 152). La critique virulente du discours de Washington venant de W.E.B. Dubois est en quelque sorte un relais d'une autre partie du discours

de Frederick Douglass, celle concernant les droits civiques. Pour Dubois, il est impensable que les barrières auxquelles font face les Noirs ne soient défaites que par l'amélioration des compétences individuelles (Molina 2011, 15).

W.E.B. Dubois est le premier Noir à obtenir un doctorat à l'université Harvard en 1895 (Dubois 2007, 273). Son regard sur les relations raciales est tout à fait nouveau. Selon lui, l'estime de soi et la reconquête de la dignité humaine constituent des fondements incontournables de la quête des Noirs. À ses yeux, le Compromis d'Atlanta représente la « vieille attitude d'adaptation et de soumission. » (Dubois 2007, 54) Sa position sur la question de l'appartenance à la nation américaine fait de lui un précurseur des principes que défendra King 50 ans plus tard. En effet, il rejette l'idée voulant que le Sud soit monolithique, qu'il ne soit constitué que de racistes: « Le Sud n'est pas fait d'un seul bloc; c'est une terre que travaillent les ferments du changement social; des forces opposées luttent pour y opposer leur domination; et il est tout aussi injuste de cautionner aujourd'hui ce que le Sud commet de mal que de condamner ce qu'il fait de bien. » (Dubois 2007, 59) Bref, selon Dubois, même au pays de la ségrégation, il y a des justes. L'appartenance à la nation transcende les différences de couleur de peau.

Dans sa réponse à Washington, il fait référence à la nation américaine de diverses façons. Le fardeau de la question raciale est national: « À cause de sa doctrine (celle de Washington), les blancs du Nord et du Sud n'ont pas hésité à se décharger du fardeau du problème noir sur les épaules des Noirs, et, reculant d'un pas, à jouer les spectateurs critiques et plutôt pessimistes; alors qu'en fait, ce fardeau est celui de la nation tout entière (...) » (Dubois 2007: 61) Il termine sa réponse avec les mots de la déclaration d'indépendance de Jefferson, qu'il décrit comme un Père de la nation: « Nous tenons pour évidentes par elles-mêmes les vérités suivantes: tous les hommes sont créés égaux; ils sont dotés par le Créateur de certains droits inaliénables; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la poursuite du bonheur. » (Dubois 2007, 62) Bien qu'il

adopte une position plus radicale concernant l'obtention de droits collectifs, il n'en reste pas moins convaincu de l'appartenance des Noirs à la nation américaine. Pour lui, le problème des Afro-Américains réside dans la difficile réconciliation d'identités qui sont a priori antagonistes: « Dans cette fusion, [le Noir américain] ne veut perdre aucun de ses anciens mois. Il ne voudrait pas décolorer son âme noire dans un flot d'américanisme blanc, car il sait qu'il y a dans le sang noir un message pour le monde. Il voudrait simplement qu'il soit possible à un homme d'être à la fois un Noiret un Américain, sans être maudit par ses semblables. » (Dubois 2007, 11)

C'est Dubois qui pave véritablement la voie vers l'action et la revendication active en vue de l'égalité. Il fonde en 1905 le Mouvement du Niagara, une association de militants étant perçus à l'époque comme des radicaux qui rejoindront éventuellement l'Association nationale pour l'avancement des gens de couleur (N.A.A.C.P.). La NAACP deviendra dans la première moitié du vingtième siècle l'association la plus importante pour l'obtention des droits civiques et l'intégration à la nation américaine.

L'opposition de Dubois à Washington ne se traduira jamais en un discours nationaliste ou séparatiste. Par contre, leur débat est identique à celui qui divise les auteurs à propos du nationalisme; quelle importance l'humain accorde-t-il à ses intérêts matériels et dans quelle mesure ceux-ci peuvent expliquer ses préférences dans les choix qu'il fait? En somme, Washington, DuBois incarnent les déchirements de l'élite noire durant la période où la ségrégation est appliquée de la manière la plus stricte. Tous deux intégrationnistes, ils ne font pas explicitement référence à la mémoire de l'esclavage et à l'humiliation subie par les Noirs. C'est leur successeur Marcus Garvey, première figure marquante du nationalisme, qui utilise à nouveau la question de la dignité des Afro-Américains pour motiver son projet d'émigration.

Marcus Garvey est le premier leader à obtenir un succès populaire en proposant la création d'un État en Afrique qui accueillerait les Noirs du monde entier. Jamaïcain d'origine, il

s'établit en 1916 aux États-Unis où il amorce ses activités militantes. L'année suivante, il fonde à New York l'Association universelle pour l'amélioration de la condition noire (UNIA), une association tenant des meetings et organisant des parades qui attire des foules importantes[5]. Garvey se fait d'abord connaître en s'adressant aux Noirs de Harlem qui vivent dans des conditions précaires. En 1917, il amorce une tournée de conférences qui le fera connaître à travers les États-Unis (Moses 2004, 245). Le leader parade en uniforme et crée un hymne et un drapeau pour les Noirs. Il fonde également une compagnie maritime, la Black Star Line, qui doit servir de relais entre les Antilles et l'Amérique, puis qui permettra le rapatriement des Noirs en Afrique. Enfin, il fonde un journal de propagande nationaliste, « Le Monde noir » qui lui donne une tribune nationale (Mangeon 2009, 34).

Deux thèmes occupent une place importante dans son discours: l'autosuffisance économique de la communauté noire et le retour à l'Afrique (« l'Afrique aux Africains »). Il veut fonder un État en Afrique qui serait le garant de la dignité et de la confiance retrouvées pour les Afro-Américains victimes de l'oppression des Blancs: « Race without authority and power, is a race without respect. (...) If you have no confidence in self you are twice defeated in the race of life. With confidence you have won even before you have started. » (Jacques-Garvey 2009, 8) La création d'un État-nation est considérée comme un moyen d'émancipation autant individuel que collectif: « Independence of nationality, independence of government, is the means of protecting not only the individual, but the group. Nationhood is the highest ideal of all peoples. » (Jacques-Garvey 2009, 8) Pour Garvey, la libération du colonialisme Blanc, aux États-Unis comme ailleurs, signifie que les Noirs ne seront plus ridiculisés, humiliés et seront traités d'égal à égal

---

5

[1] Site web de l'UNIA. http://www.theunia-acl.com/index.php/unia-timeline (page consultée le 12 août 2013).

(Moses 2004, 249). Plutôt que de dépendre du bon vouloir des Blancs (comme le fait Washington avec son « compromis »), les Noirs doivent détenir les pouvoirs militaire et économique que seul un État garantit.

Garvey capitalise sur le ressentiment et la colère qui habitent les Noirs de l'époque: « He understood the anger and resentment that black Americans felt toward white people, and he understood that many of the African American masses were cynical about the prospects of racial integration. » (Moses 2004, 243) Alors que d'autres activistes pensent que les difficultés que connaissent les Noirs sont attribuables au capitalisme sauvage du début du vingtième siècle, Garvey, lui, considère que c'est le racisme des Blancs qui les empêche de progresser. Il ne croit pas en une Amérique multiculturelle dans laquelle les relations raciales qui prévalent depuis l'esclavage seraient dépassées. Son chauvinisme le mène à faire des alliances avec les Blancs ségrégationnistes du Ku Klux Klan qui partagent sa vision des relations raciales (Moses 2004, 247). Comme nous le verrons, cette incapacité d'imaginer la cohabitation des Blancs et des Noirs est reprise par la NOI et Malcolm X alors que King, au contraire, fonde son idée de la nation américaine sur la cohabitation des « deux races ».

À l'époque de Garvey, ce sont les associations pour les droits civiques comme la NAACP et la National Urban League qui défendent l'intégration à la nation américaine (West 2002, 82). Ces associations, de concert avec des organisations blanches, mènent une stratégie visant à défaire les barrières légales empêchant les Afro-Américains à participer pleinement à la société américaine. Leur utilisation des tribunaux pour faire progresser les Afro-Américains conduit à des victoires importantes comme celle de l'arrêt Brown v. Board of Education qui, en 1954, interdit la ségrégation dans les écoles. Garvey occupe une place prépondérante parce que son discours répond aux frustrations des AA qui sont de plus en nombreux dans les ghettos des villes du Nord (West 2002, 86). Pour eux comme pour les supporters de la NOI à partir des années 30,

l'intégration que défendent la NAACP et la National Urban League ne constitue pas la réponse à leur problème.

2.2 Colère et ressentiment: Malcolm X et la Nation of Islam

La Nation of Islam, dont fera partie Malcolm X pendant la majorité de sa carrière politique, a un discours radical centré sur la révolte qui s'adresse aux même individus séduits par le nationalisme de Marcus Garvey (X 2008, 11). Tout comme ce dernier, le fondateur de la Nation of Islam, Wallace Dodd Fard prêche pour le retour à l'Afrique.

Les Musulmans noirs, le nom qu'on donne aux membres de la NOI, se démarquent du discours intégrationniste de King de trois façons. D'abord, ils s'opposent à collaborer avec les Blancs parce qu'ils ne croient pas que ceux-ci les considèrent un jour comme des égaux. Ensuite, ils affirment leur volonté de fonder un État noir, puis ils revendiquent leur appartenance à une religion non-chrétienne, l'Islam. Le choix de l'Islam n'est pas innocent; il fait écho à la croyance selon laquelle les musulmans étaient considérés comme supérieurs aux autres esclaves dans les colonies au Brésil (X 2008, 13). Ce choix de religion se veut un rejet marqué de l'américanité blanche, la grande majorité des Blancs américains étant chrétiens (les « White Anglo-Saxon Protestants »). C'est aussi une rupture avec la communauté noire en grande partie baptiste ou méthodiste (Martin 2004, 96). La foi en Dieu, la religiosité, est l'un des piliers de la communauté noire, l'un de ses traits distinctifs (Smith 2003). En ce sens, le choix de l'Islam témoigne de l'esprit des musulmans noirs de s'inscrire en porte-à-faux avec les leaders traditionnels qu'ils estiment sclérosés.

La doctrine sur laquelle se fonde le leader de la Nation of Islam qui succède Fard, Elijah Muhammad, nous indique combien le besoin de regagner sa dignité est important pour la communauté noire. Muhammad prétend que le premier homme créé par Dieu était un Noir et non

pas un Blanc (X 2008, 17). La civilisation noire aurait dominé le monde durant des millénaires avant d'être avilie par les Blancs, un accident de l'histoire qui se terminera en 1995, annonce-t-il. Un passage résume à lui-seul l'essence de la pensée suprématiste de Muhammad: « Nous la Nation noire de la terre, sommes ses premiers propriétaires, les meilleurs de tous les êtres humains. Vous (les Noirs) êtes les plus puissants, les plus beaux, les plus sages. » (X 2008, 25) L'intégrationnisme est rejeté par les Musulmans noirs parce que la « (…) race noire originelle et pure, ne doit pas se contaminer au contact de la race blanche, qui est inférieure et impure. » (X 2008, 24)

Malcolm X devient à la fin des années 1950 le porte-parole le plus en vue de la NOI parce qu'il articule les idées de son organisation avec verve et éloquence. Il se fait connaître du grand public dans un documentaire diffusé à la télévision en 1959, « The Hate That Hate Produced ». L'une des questions centrales qu'il aborde est la définition identitaire du Noir. En premier lieu, le facteur d'unification des Noirs, ce qui fait qu'ils forment une communauté, c'est *d'abord* leur ennemi commun, l'homme blanc: « Mais une fois que nous aurons tous compris que nous avons le même ennemi, nous nous unirons -sur la base de ce que nous avons de commun. Et ce que nous avons en commun avant tout le reste, c'est cet ennemi - l'homme blanc. Il est notre ennemi à tous. » (X 2008, 37) Ses dires à propos de l'homme blanc lui vaudront des accusations de racisme, accusations qu'il réfutera en affirmant dans l'un de ses derniers discours qu'il n'éprouve pas de haine à l'égard de personne (X 2008, 184). Il reste que la plupart des discours qui l'ont rendu célèbre dépeignent l'homme blanc comme quelqu'un en qui on ne peut avoir confiance: « Le vieux libéral aux yeux bleus, cet être retors qui est censé se trouver de notre côté, censé subventionner notre lutte, censé agir comme votre conseiller, ne vous dit jamais un seul mot des droits de l'homme. Il vous tient lié dans la camisole des droits civiques. » (X 2008, 69) En second lieu, le Noir selon X n'est pas un Américain, il est plutôt le descendant des esclaves qui ont été

arrachés à l'Afrique: « C'est ce que nous sommes: des Africains qui se trouvent en Amérique. Vous n'êtes pas autre chose que des Africains. Pas autre chose. Vous devriez même aller plus loin et vous appeler des Africains et non plus des Noirs. » (X 2008, 70) Ces deux éléments, l'opposition aux Blancs et le fait d'être descendant d'Africains et non pas Américain, constituent le socle de l'identité noire selon Malcolm X.

Son interprétation de l'histoire des Noirs aux États-Unis explique pourquoi ceux-ci ne sont pas Américains. Leur histoire n’est pas partagée avec celle des colons blancs. L’esclavage constitue en ce sens l’obstacle à la formation du lien national, son impossibilité: « Vous n'êtes pas arrivés ici à bord du Mayflower. Vous êtes arrivés ici sur un navire de la traite. (...) Et vous avez été amenés ici par ceux qui sont venus à bord du Mayflower, vous avez été amenés par ceux que l'on appelle des pèlerins, ou les Pères fondateurs. Ce sont ces gens-là qui vous ont amenés ici. » (X 2008, 37) Il rappelle la souffrance qu'ont vécus les ancêtres des Afro-Américains et la cruauté des Blancs: « Your grandparents! Mine! Murdered by this white man. To get fifteen million of us here to make us slaves, on the way he murdered one hundred million! I wish it was possible for me to show you the sea bottoms in those days -the black bodies, the blood, the bones broken by boots and clubs. » (Jeffrey 2004, 106)

Lorsqu’il évoque les sacrifices auxquels les Noirs ont consentis, c’est pour mettre en évidence le fait qu’ils se sont battus pour une autre nation qui n’est pas la leur: « Nous avons péri sur tous les champs de bataille de l'homme blanc. Personne en Amérique n'a consenti de plus grands sacrifices que nous. Nous avons donné plus et reçu moins. » (X 2008, 67) À l’aube du succès du mouvement pour les droits civiques du milieu des années 60, ce discours résonne chez les Noirs qui se sentent toujours marginalisés de la société américaine. Si l’on tient compte du rôle que joue la mémoire collective et des obstacles qui les empêchent toujours d’être reconnus

comme des citoyens au même titre que les Blancs, les Afro-Américains seraient beaucoup plus portés à opter pour des solutions radicales comme celles que proposent Malcolm X.

Se basant sur sa vision sans compromis de l’histoire, celui-ci propose de fonder un État noir qui assurerait l’autodétermination économique et politique. Trois scénarios alternatifs sont envisagés pour parvenir à l'autonomie politique des Afro-Américains. Le premier consiste à obtenir du gouvernement américain un territoire qui serait formé de quatre ou de cinq États du Sud. Sur ce territoire, la NOI implanterait son propre système d'écoles, d'industries, de fermes ayant des lois distinctes de celles des États-Unis. Dans le cas de l'échec du premier scénario, on envisage deux autres options plus modérées. Le deuxième scénario consiste à séparer la communauté noire au sein de la société blanche (« A nation within a nation »). En échange d'un respect des lois américaines, la communauté noire vivrait et se développerait parfaitement isolée de la communauté blanche. Ceci impliquerait de ne pas participer aux guerres dans lesquelles les États-Unis sont impliqués, de fonder des écoles qui n'emploieraient que des Afro-Américains, de voter des lois qui empêcheraient la mixité raciale et qui exempteraient les Afro-Américains de toute forme de taxation. Le troisième scénario, le moins ambitieux, serait de créer des institutions scolaires et économiques qui favoriseraient l'essor de la communauté noire. Essentiellement, autant les forces productives que financières doivent servir à soutenir la communauté noire. Les Afro-Américains doivent tout faire pour renforcer leur communauté en mettant de l'avant la fierté raciale, et en s'entraidant (Brooks 1996, 152-153).

Les Noirs doivent comprendre qu'aucun de ces changements ne se produira sans violence, puisque c'est grâce à elle que les choses changent vraiment. La violence n’est pas une fin en soi, elle est la solution d'une situation qui est désespérée. Si à chaque tentative d'obtenir des gains, aussi prudente soit-elle, les Noirs se sont frottés à un échec ou à un refus de la communauté blanche, Malcolm X affirme qu’il faut désormais qu'ils s’emparent de leurs droits: « Il n'y a pas

de révolution qui ne fasse pas couler de sang. (...) Comment pouvez-vous justifier la non-violence (...) alors que vous vous êtes montrés violents à l'égard de Hitler, de Tojo et d'autres que vous ne connaissez même pas? » (X 2008, 41) La non-violence prônée par King n'est pas *morale* parce que les Afro-Américains sont eux-mêmes victime de violence. En d'autres termes, puisque les suprématistes blancs terrorisent les Noirs, les tuent, et que le gouvernement américain cautionne leurs actes, il est du devoir du Noir de réagir avec la même violence à cette situation, pour se défendre d'abord, et ensuite pour tenter de faire inverser le cours des choses. Malcolm X va même jusqu'à qualifier la non-violence de particularisme des Noirs: « Il n'existe pas de révolution où l'on tende la joue gauche. Une révolution non-violente, ça n'existe pas. La seule espèce de révolution qui soit non-violente, c'est la révolution nègre. » (X 2008, 41)

Dans ce même discours où il écorche King à plusieurs reprises, Malcolm X utilise l'image de l'Oncle Tom pour dénoncer la passivité et l'attitude de soumission du Noir au blanc. Il utilise la comparaison entre « le nègre des champs » et « le nègre domestique » pour illustrer ses propos. Le nègre des champs est celui qui haït son maître. Il est plus intelligent, plus travaillant -donc plus digne- et ne pense qu'à s'échapper de la plantation. Selon Malcolm X, les masses noires des années 60 sont composées de « nègre des champs ». Le nègre domestique aime son maître parce qu'il le traite de façon bienveillante. Il l'habille, le nourrit, lui donne des privilèges et l'utilise ensuite pour mieux dominer ses semblables. Selon Malcolm X, les élites noires des années 60 sont composées de « nègres domestiqués ». Même ceux qui critiquent la modération de King sont discrédités, par exemple le leader intégrationniste James Farmer du Congrès pour l'égalité raciale (CORE). Malcolm X dénonce la coupure qu'il discerne entre les masses en colères et les dirigeants apathiques. Il se met à dos tous les leaders noirs et prétend être la voix des humiliés, des gens en colère.

2.3 Dépasser une mémoire faite d'humiliation : Martin Luther King

Au moment où il fait son entrée sur la scène politique, au cours du boycott de Birmingham en 1955[6], Martin Luther King vient de terminer un doctorat en théologie à l'Université de Boston. Jeune pasteur baptiste, ses discours sont chargés de références religieuses et sa position à propos de la question raciale est largement inspirée par sa foi (Lucaites et Dondit 1990, 16). À l'instar de W.E.B. Dubois, King ne considère pas le Blanc comme un ennemi de l'homme noir. Au contraire, avant même qu'il ne soit question d'appartenance à la nation américaine, de l'esclavage, l'homme blanc est un frère: « (...) nombre de nos frères blancs, comme en atteste leur présence ici aujourd'hui, ont compris que leur destin est lié à notre destin. Ils ont compris que leur liberté est inextricablement liée à notre liberté. Nous ne pouvons pas marcher seuls (King 2006, 17). » King mentionne à quelques reprises sa déception vis-à-vis des Blancs progressistes, notamment ceux qui prétendent que les Noirs doivent être patients et ne pas brusquer les choses: « J'espérais aussi que les libéraux[7] blancs renonceraient à cette idée quasi mythique que toute chose vient en son temps, même quand il s'agit de la liberté. » (King 2006, 118) Le sentiment qu'il éprouve à l'égard des Blancs n'est pas celui d'un amour aveugle, encore moins celui découlant de la soumission, mais celui d'un humaniste: « Nous sommes irrémédiablement pris dans les mailles d'un seul filet, qui est celui de la destinée humaine où nul ne peut échapper aux règles de la réciprocité. » (King 2006, 107) Cette croyance en l'Autre, le Blanc, le conduit à croire en la nation américaine, une nation qui inclut les deux communautés

---

6

Le boycott de Birmingham est déclenché par le refus de la militante de la N.A.A.C.P. Rosa Parks de s'asseoir à l'arrière de l'autobus municipal conformément aux lois ségrégationnistes en vigueur en Alabama. La communauté noire boycotte les transports publics pendant plus d'un an, forçant les tribunaux à intervenir. Martin Luther King est à la tête de ce mouvement qui va faire sa notoriété.

7

Dans la culture politique américaine, le terme « liberal » renvoie aux individus qui sont progressistes.

séparées par l'histoire tragique de l'esclavage: « Nous atteindrons le but de la liberté à Birmingham et dans le pays tout entier parce que le but de l'Amérique elle-même est la liberté. Quels que soient le mépris et les abus dont on nous couvre, notre destin est lié à celui de l'Amérique. Nous étions là avant que le bateau des pèlerins mît l'ancre à Plymouth. Nous étions là avant que Jefferson eût gravé dans les pages de l'histoire la solennelle Déclaration d'indépendance. » (King 2006, 130)

King prêche donc l'intégration à la nation américaine, non pas dans l'optique de s'assimiler au melting-pot américain, mais bien en vue d'obtenir l'égalité des conditions et les droits politiques pour les Noirs (Smith 2003, 199). Cette intégration à la nation doit être réalisée immédiatement, les Noirs ne peuvent plus attendre: « (...) pour rattraper le retard apporté à l'octroi des droits fondamentaux qu'il aurait dû posséder automatiquement, depuis des siècles, en vertu de son appartenance à la famille humaine et de sa citoyenneté américaine. » (King 2006, 39) King s'adresse ainsi pour répondre aux critiques qui l'accusent de précipiter les choses, d'en demander trop, tout de suite.

Si sa lecture de l'histoire américaine n'est pas condamnatrice des Blancs, il n'évacue pas complètement la mémoire du traitement qu'ont subi les Noirs. Sans être rancunier, King parle des graves injustices qui ont durablement affecté les Noirs comme d'une « profonde torture. » (King 2006, 182) L'humiliation revient à plusieurs reprises dans ses discours. Elle est évoquée pour dire comment le Noir était dépeint et perçu par les Blancs:

> Psychologiquement, la non-violence eut une énorme importance pour les Noirs. Car en luttant pour conquérir et prouver leur dignité, ils méritaient et gagnaient leur propre estime. Il leur fallut détruire définitivement aux yeux des Blancs l'image traditionnelle du Nègre clownesque, irresponsable et convaincu de sa propre infériorité (...) (King 2006, 51)

L'humiliation est également mentionnée lorsque King parle de la dette de la démocratie américaine envers les Noirs: « Aucun amoncellement d'or, si gros soit-il, ne sera suffisant pour

compenser l'exploitation et l'humiliation subies par les Noirs d'Amérique au cours des siècles. Toute la richesse de notre opulente société ne suffirait pas à honorer la facture. » (King 2006, 198) L'humiliation est aussi difficile à vivre parce qu'elle est vécue alors que les Noirs ont tant donné à la nation américaine: « Ils ont fait la fortune du coton, ils ont construit les maisons de leurs maîtres sans autre réponse qu'une énorme injustice et des humiliations sans fin. » (King 2006, 130) Malgré tout, King réussit à transcender cette mémoire et affirme son attachement indéfectible à la nation américaine.

La réceptivité à ce discours nous semble paradoxale puisque, comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, l'attachement à la nation américaine des Noirs est contre-intuitif. Comment envisager de former une nation avec une communauté qui s'est montré historiquement impitoyable à notre endroit? Les deux hypothèses complémentaires que nous formulons mettent l'accent sur la stratégie des élites intégrationnistes et sur la modification des structures sociétales au sein desquelles les Afro-Américains choisissent de rejeter le séparatisme.

Chapitre 3 : L'alliance inespérée entre les leaders intégrationnistes et la Maison Blanche

La question qui fait l'objet du mémoire, le choix de l'appartenance à la nation américaine, peut être étudiée autant « par le bas », c'est-à-dire la façon dont les individus s'approprient les catégories qui leur sont proposées, que « par le haut », c'est-à-dire la stratégie employée par les élites pour proposer ces catégories. La première hypothèse est celle de l'alliance stratégique entre les élites du gouvernement américain et celles du mouvement des droits civiques. Au cours des années de crise sur lesquelles le mémoire se concentre (1961-1964), une alliance fondée sur des gains politiques réciproques se forme entre les administrations Kennedy et Johnson et Martin Luther King. Leader de la Southern Christian Leadership Conference (SCLC), King est à la tête du mouvement pour les droits civiques et sert de médiateur entre la Maison Blanche et les associations plus radicales comme le CORE ou le Student Non-Violent Coordinating Comittee (SNCC). Il importe de rappeler que les catégorisations « radicale » et « modérée » peuvent fluctuer selon les époques. Dans les années 60, bien que le CORE ou le SNCC utilisent des tactiques qui pourraient être qualifiées de radicales, il reste qu'elles visent l'intégration à la nation américaine contrairement à la NOI qui vante le séparatisme. Il ne faut pas confondre radicalité dans les moyens et radicalité dans les fins.

De son côté, contrairement à King, Malcolm X tient des propos qui rendent impossible tout lien avec le pouvoir. Sa présence dans l'espace public se résume aux conférences qu'il donne à New York et aux entrevues qu'il accorde à la radio et à la télévision. Il est mal perçu par l'ensemble de la presse blanche, ce qui l'empêche d'avoir la même tribune que les leaders modérés: « The white press excoriated as vilent and a preacher of hate because of his exhortations of self defense and vilification of whites. » (Ogbar 2004, 45) Plusieurs de ces commentaires controversés le rendent infréquentable. En 1962 par exemple, à la suite de

l'écrasement d'un avion qui provoque la mort de 121 américains blancs, X déclare: « J'aimerais vous annoncer une très belle chose qui vient de se produire. J'ai reçu aujourd'hui un message de Dieu. En France, il a vraiment répondu à nos prières. Il a fait tomber du ciel un avion avec plus de 120 passagers, parce que les Muslims croient en la règle: oeil pour oeil, dent pour dent. » (X 2008, 27) Dans *Le bulletin de vote ou le fusil,* un de ses discours les plus célèbres, il parle des leaders intégrationnistes et du président Johnson en ces termes:

S'il n'était pas bon au Texas, il ne peut certainement pas être bon à Washington. (...) Et ces dirigeants noirs ont l'audace d'aller prendre le café à la Maison Blanche, à la table d'un Texan, d'un raciste du Sud -c'est tout ce qu'il est- et de sortir de là pour nous dire, à vous et à moi, que ce président-là sera meilleur pour nous parce qu'il est du Sud et que, par conséquent, il sait comment s'y prendre avec les Sudistes. (X 2008: 61)

Malcolm X est donc tenu à l'écart des pourparlers avec le gouvernement et ne participe pas aux événements qui feront le succès des leaders intégrationnistes.

King, lui, réussit à nouer des liens qui lui permettront de faire progresser la cause des Afro-Américains et ultimement, mèneront à l'adoption de la loi historique de 1964. Les présidents Kennedy et Johnson trouvent en lui un allié dont ils ne peuvent se passer pour apaiser les crises qui se succèdent et qui entraîneraient une radicalisation du mouvement. Également, le gouvernement américain est forcé d'agir parce qu'il veut éviter à tout prix l'instrumentalisation par les Soviétiques des images des crises dans le Sud des États-Unis.

Dans un premier temps, nous tenterons de comprendre comment les leaders noirs parviennent à passer d'un mouvement peu organisé dans les années 1950 à la victoire symbolisée par la loi de 1964. Ensuite, l'analyse de la campagne présidentielle de 1960 révélera l'importance de la question des droits civiques pour le candidat Kennedy. Enfin, l'analyse de trois événements marquants nous permettra de comprendre les origines de l'alliance et son évolution. La crise des Freedom Rides en 1961 marque le début du contact entre la Maison Blanche et King. Au printemps 1963, la crise de Birmingham fait de lui un des artisans du retour à la paix et consolide

le lien avec la Maison Blanche. La Marche sur Washington de l'automne de la même année représente le triomphe du mouvement des droits civiques alors que King et les autres leaders prennent part aux discussions entourant le projet de loi que veut présenter Kennedy au Congrès. Le Civil Rights Act, voté sous la présidence de Johnson en 1964, est le fruit d'une étroite collaboration avec les leaders du mouvement pour les droits civiques.

3.1 Opportunités et alliance entre le mouvement et l'exécutif américain

La théorie des opportunités nous permet de comprendre l'alliance qui se crée entre la Maison-Blanche et King. De manière générale, pour réussir, les leaders des organisations ou les « entrepreneurs ethniques » doivent se trouver dans un environnement politique réceptif (Noble 2013, 309). Autrement dit, ils doivent saisir les opportunités qui s'offrent à eux. Selon la « political process theory », les dynamiques politiques conditionnent les opportunités et les contraintes à la mobilisation. On peut comprendre la force et l'impact d'un mouvement en fonction des critères suivants: la disponibilité et l'accès à des points importants du système politique, la capacité de répression de l'État, la fragmentation des élites et les conflits qu'elle peut provoquer et le rôle que joue les alliances politiques (Andrews 1997, 801). Charles Noble souligne que dans le cas des États-Unis, où seuls deux partis sont vraiment compétitifs au niveau national, les mouvements qui réussissent à avoir le soutien de l'un des partis sont les plus à même de faire avancer leur cause (2013, 309). Le problème du mouvement pour les droits civiques se trouve précisément dans la réticence des politiciens de nouer une alliance avec ses leaders. Plusieurs raisons expliquent cette réticence.

En théorie, les Noirs ont le droit de vote depuis l'adoption du Quinzième amendement en 1870. Comme nous le verrons, les techniques visant à les empêcher de voter ou de s'inscrire sur les listes électorales réduisent considérablement la taille de l'électorat noir. D'autre part, au cours

de la première moitié du vingtième siècle, le vote noir n'est pas affilié à un parti ou à un autre. Depuis la fin de la Reconstruction (1877), les Noirs ont une légère préférence pour le Parti républicain qui profite de leur appui. Entre 1910 et 1930, les Noirs se déplacent en quantité massive dans les grandes villes du Nord, ce qui change la donne (Walters 1988, 17). Ces Noirs, qui ne sont plus victimes des tactiques du Sud, appuient le démocrate Franklin Delano Roosevelt aux élections de 1936 en raison de ses politiques sociales. Mais leur allégeance au Parti démocrate est loin d'être cimentée. En 1956, ils votent en majorité pour le républicain Dwight Eisenhower (Kaspi 1994, 26). Les démocrates, bien qu'ils favorisent les politiques sociales favorables aux noirs, refusent de se faire les porte-paroles du progrès pour les Noirs jusqu'à l'élection historique de 1964.

Sous l'administration de Roosevelt, des cent cinquante projets de loi concernant les droits civiques qui sont présentés, aucun ne passe l'épreuve de la Chambre des représentants (Carmines et Stimson 1990, 31). En 1948, lorsque le président Harry Truman présente le premier projet de loi sur les droits civiques depuis la fin de la Guerre de Sécession, des démocrates du Sud désertent la convention à la veille des élections présidentielles. Strom Thurmond, le gouverneur démocrate de la Caroline du Sud, crée un nouveau parti ségrégationniste et se présente aux élections présidentielles (Carmines et Stimson 1990, 31). Lors de l'élection, Truman perd l'appui des États de l'Alabama, du Mississipi, de la Louisiane et de la Caroline du Sud[8].

Conséquemment, il n'est pas surprenant que la stratégie que vont adopter les organisations luttant pour les droits civiques soit celle de la confrontation. La nouvelle vague de militants, ceux issus du CORE, du SNCC, et plus tard King lui-même, veulent attirer l'attention des citoyens

---

8

[7] « Historical Presidential Election Information by State ». http://www.270towin.com/states/. En ligne. (page consultée le 21 novembre 2013).

américains pour forcer l'exécutif à prendre position et à faire respecter la loi que la Cour suprême progressiste de l'époque a déjà cautionnée dans l'arrêt Brown contre Board of Education[9] en 1954 (Cashman 1991, 159).

La tactique de la confrontation est utilisée à plusieurs reprises, mais c'est à Birmingham en 1963, avec le Project C -C pour confrontation- de la SCLC, qu'elle est la mieux incarnée: « (...) the protests that began in Birmingham in April 1963 were designed to force existing tensions to the surface. (...) King and others hoped that by creating a "crisis situation", the protests would "open the door to negotiation (Karabell et Rosenberg 2003, 87). » La confrontation n'est donc pas une stratégie radicale. Si les moyens qu'utilisent les leaders peuvent par moment mener à la violence, comme nous le verrons dans le cas des Freedom Rides, le but visé n'en reste pas moins l'accès aux institutions politiques américaines, donc l'intégration.

Les crises qui se succèdent dans le Sud au début des années 1960 font craindre aux dirigeants une radicalisation du mouvement qui deviendrait hors de contrôle. En 1963, à la veille de la « March on Washington », Robert Kennedy, le ministre de la Justice du gouvernement Kennedy, affirme dans un échange avec le président que King est l'allié dont l'administration ne peut se passer: « But I think it's worthwile keeping in with [King] him because the other fellows aren't reliable. (...) They're all getting tough. (...) He [King] says, you can't have a moderate Negro anymore. Because they can't be moderate because all their competitors are not moderate. Everybody's going to be a little bit more extreme than the other one. » (Karabell et Rosenberg, 2003, 1993) Il va de soi que la modération des Afro-Américains est mise à rude épreuve par les

---

9

[1] Rappelons que dans cet arrêt, la Cour suprême déclare inconstitutionnelle la ségrégation des écoles publiques. Cet arrêt constitue un tournant majeur puisqu'il pave la voie pour l'intégration des Noirs dans la société américaine et marque ainsi le début du mouvement pour les droits civiques.

actes terroristes commis ou cautionnées par les autorités ségrégationnistes dans le Sud des années 60. Cependant, s'ils veulent maximiser leurs chances d'accéder aux institutions politiques, les leaders noirs doivent se montrer modérés. Browning, Marshall et Tabb mentionnent que des tactiques trop radicales empêchent le progrès: « Black empowerment was achieved more readily through coalitions, not separatism. (...) in order to secure and maintain their support from Whites, Black politicians need to be seen as political moderates. They need dual legitimacy to maintain unified Black support and to attract a critical share of White support. » (Tate 1994, 153) Bref, l'accès au système politique qui permettrait les réformes convoitées par les Afro-Américains repose sur la capacité des leaders de rester modérés et ouverts au dialogue. C'est au cours de l'élection présidentielle de 1960 que le Parti démocrate tend la main pour une première fois à Martin Luther King, tandis que Malcolm X est pour sa part complètement absent de la campagne.

3.2 Une campagne électorale décisive

Durant la campagne électorale de 1960, en raison de la menace de perdre l'électorat blanc du Sud qui appuie la ségrégation, Kennedy prend bien soin de minimiser l'impact qu'auraient ses déclarations concernant les droits civiques (Savage 2004, 81). Dans ses discours, il les désigne par des « droits constitutionnels ». À cette époque, une majorité de Blancs du Sud commence à considérer légitime qu'on accorde le droit de vote aux Noirs. Pour eux, les droits constitutionnels dont parle Kennedy renvoient au droit de vote et non au démantèlement de la ségrégation. D'autre part, les gains qu'il pourrait faire avec l'électorat noir, particulièrement dans le sud, ne sont pas suffisamment importants pour qu'il s'engage à défaire la ségrégation. Les Afro-Américains constituent respectivement 8% et 24% de l'électorat des États du Nord et du Sud (Walters 1998, 37). Dans les États du Sud, on a recourt à de nombreuses tactiques pour empêcher les Noirs de voter: les Poll taxes, les tests d'alphabétisme, les difficultés pour s'enregistrer sur les listes

électorales (Dudziak 2000, 38). Ces tactiques donnent lieu à des taux d'enregistrement extrêmement bas dans les populations noires en âge de voter dans les États du Sud. Par exemple, en 1960, seulement 13,7% des Noirs en âge de voter sont inscrits en Alabama et seulement 5% le sont au Mississipi (Stanley 1987, 97).

Tout de même, durant sa campagne, Kennedy réussit à utiliser la question des droits civiques à son avantage sans en faire un thème important de sa campagne (Brauer 1977, 46). Un mois avant l'élection, Kennedy fait un appel à King et à sa femme pour lui témoigner son support, lui qui est emprisonné à Atlanta pour avoir participé un sit-in. Cet appui témoigne des gains modestes que peut faire le candidat démocrate avec la question des droits civiques (Brauer 1977, 49). Tout comme Roosevelt en 1936, Kennedy veut profiter du vote des Noirs qui sont établis dans les grandes villes du Nord suite à leur migration en provenance du Sud entre les années 1910 et 1930. Ainsi, suite à l'appel de Kennedy, on distribue dans la communauté noire des pamphlets vantant le courage du candidat démocrate et dénonçant le silence de Richard Nixon (Brauer 1977, 50). L'associé de longue date de King, Ralph Albernathy, invite la communauté noire à voter pour Kennedy et King, sans donner son appui officiel, vante le courage du jeune sénateur. Le résultat des élections donne raison à Kennedy: il réussit à remporter la majorité des États du Sud (grâce, notamment à son choix de colistier, le sénateur du Texas Lyndon Baines Johnson) et les majorités qu'il remporte dans les comtés des grandes villes du Nord est en partie attribuable au vote noir qu'il gagne à hauteur de plus de 80% (Brauer 1977, 59).

Kennedy réussit à l'emporter par l'une des plus faibles marges de l'histoire politique des États-Unis, à peine plus de 100 000 voix au niveau national (Converse, Campbell, Miller et Stokes 1980, 270). Il n'a donc pas l'appui populaire nécessaire pour prendre des décisions politiquement risquées qui divisent l'électorat. En plus, l'élection de 1960 est marquée par une participation électorale importante des États du Sud dans lesquels l'électorat est majoritairement

blanc et opposé à la déségrégation (Converse et *al*. 269). Kennedy réussit adroitement à profiter du geste symbolique qu'il pose en tendant la main à King. Parallèlement, en évitant de se compromettre sur la question des droits civiques et en ayant à ses côtés un colistier qui vient du Sud, il récolte 52% du vote blanc sudiste (Savage 2004, 87). Durant cette campagne, il réussit le pari impossible de faire cohabiter Noirs et ségrégationniste au sein du même parti.

Lors de son discours inaugural en janvier 1961, Kennedy affirme clairement la priorité de son gouvernement pour son mandat à venir: il s'agit de poser les États-Unis comme les défenseurs de la liberté et des droits de l'homme dans le monde. Les États-Unis s'engagent à aider les pays qui veulent s'affranchir d'une quelconque domination étrangère, une référence claire à leur ennemi soviétique qui maintient à l'époque son emprise sur les États de l'Europe de l'Est :

> Let every nation know, whether it wishes us well or ill, that we shall pay any price, bear any burden, meet any hardship, support any friend, oppose any foe, in order to assure the survival and the success of liberty. (...)To those new States whom we welcome to the ranks of the free, we pledge our word that one form of colonial control shall not have passed away merely to be replaced by a far more iron tyranny[10].

Kennedy ne fait aucune allusion à la question des droits civiques, qui est pourtant devenue très sensible depuis l'arrêt Brown de la Cour Suprême. De plus en plus de militants s'activent depuis le milieu des années 50 pour défaire la ségrégation. Par exemple, à Montgomery en 1955, le boycott des transports public des Afro-Américains mène à la déségrégation des transports publics. En 1957, l'admission de neuf étudiants noirs au Little Rock High Scholl en Arkansas provoque une crise qui force le président Dwight Eisenhower à envoyer la garde nationale pour contenir les violences. Bref, en 1960, l'absence d'engagements clairs de Kennedy sur la question des droits civiques fait comprendre aux militants qu'ils devront attirer l'attention des citoyens

10

"John F. Kennedy: Inaugural Adress". Dans *The American Presidency Project.* En ligne. http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=8032. (page consultée le 22 septembre 2013)

américains s'ils veulent être entendus (Hampton 1987). La stratégie qu'adoptera King dans les années suivantes est de forcer l'exécutif américain à s'attaquer à la ségrégation pour que l'intégration à la nation américaine devienne possible pour les Afro-Américains.

3.3 Un président forcé d'agir: la crise des Freedom Riders

La première crise dans laquelle King jouera un rôle de premier plan pour l'administration Kennedy est issue d'une initiative du CORE, une association composée de jeunes activistes. Au début de l'été 1961, un groupe d'activistes appelés les Freedom Riders prennent l'autobus de Washington vers la Louisiane pour tester l'application de l'arrêt Boynton v. Virginia de l'année précédente. Dans cet arrêt, la Cour Suprême avait statué que la ségrégation raciale dans les transports publics était illégale en vertu du Interstate Commerce Act (Meier et Rudwick 1975, 135). Leur parcours n'est à peu près pas dérangé jusqu'à leur arrivée à Anniston en Alabama. Le 14 mai, les activistes sont attaqués par des malfaiteurs armés de barres de fer. On fait exploser l'autobus dans lequel ils se trouvent, après que les activistes l'aient évacué. Les autorités locales ne font rien pour les protéger et le FBI sera reconnu plus tard comme étant complice des violences (Meier et Rudwick 1975, 135). Des journalistes de tout le pays sont dépêchés et la couverture médiatique des événements donne un avantage important aux activistes qui passent pour des victimes de la brutalité des ségrégationnistes: « Thus by its coverage of civil rights demonstrations, television suggested that a political dialogue was taking place between civil rights activists and diehard segregationists- a dialogue in which television was giving the demonstrators the winning hand. » (Meier et Rudwick 1975, 137)

Face au refus des autorités sudistes d'intervenir, l'exécutif américain multiplie les interventions pour assurer la sécurité des activistes. Intervenir pour faire respecter l’ordre est délicat pour l’exécutif américain puisque cela suscite la colère les gouverneurs des États sudistes.

Les gouverneurs du sud dénoncent l'ingérence du fédéral dans leurs affaires pour imposer les décisions de la Cour Suprême qu'ils n'approuvent pas. Ils s'appuient sur leurs droits, les « states rights », en vertu desquels ils seraient libres ou non d'assurer la sécurité des militants du mouvement pour les droits civiques. Le 14 mai, lorsqu'une menace à la bombe les empêche de prendre l'avion censé les escorter vers La Nouvelle-Orléans, l'assistant de Robert Kennedy, John Seigenthaler, fait des pressions auprès de la compagnie aérienne et leur permet de se rendre à destination. Le 19 mai, lorsque des membres du SNCC, l'autre association intégrationniste qualifiée de « radicale », décident de reprendre la route vers Birmingham, la compagnie Greyhound refuse de conduire les activistes. Des pressions provenant de l'administration Kennedy obligent la compagnie d'autobus Greyhound à fournir un chauffeur (Brauer 1977, 99). Le 20 mai, une nouvelle attaque à Montgomery en Alabama provoque la consternation. Durant les « Montgomery Riots », un groupe de plus de 400 personnes attaque les journalistes venus couvrir la crise et Seigenthaler est hospitalisé. En réaction aux événements, le gouverneur de l'Alabama John Patterson déclare qu'il est impossible de protéger les « agitateurs » et les invite à quitter l'État pour mettre fin à la crise (Meier 1977, 97).

King décide d'intervenir pour donner de la légitimité aux Freedom Riders en prononçant un discours de soutien à Montgomery où ont eu lieu les émeutes. Cet appui aux militants du SNCC et du CORE est de taille puisque la SCLC avait auparavant décrié la tactique des Freedom Rides (Stanley 2011). Le 21 mai, l'église où King prononce un discours est entourée de personnes hostiles à sa venue qui lancent des projectiles et incendient une automobile. À la suite d'un échange au téléphone avec Robert Kennedy, King, qui craint pour la sécurité des gens qui sont venus l'écouter, obtient que soit déclarée la loi martiale. C'est une victoire considérable pour le mouvement que résume le militant de la SNCC Jon Lewis dans ces mots: « The people knew that the federal governement had spoken from Washington. (...) They knew for the first time that the

Kennedy administration, president Kennedy, his brother Robert Kennedy, had identified with their side, the side of civil rights. » (Stanley 2011) La victoire de Montgomery donne une stature que le mouvement des droits civiques n'avait pas auparavant. En déclarant la loi martiale, le gouvernement fédéral se pose en défenseur des Afro-Américains et reconnaît qu'il est de son devoir de les protéger contre les violences que le gouverneur de l'Alabama refuse de condamner.

Le 24 mai, l'entrée des Freedom Riders dans l'état du Mississipi fera de King un médiateur entre les activistes plus entêtés du CORE et du SNCC et l'exécutif américain. À leur arrivée à Jackson, les Freedom Riders sont arrêtés par les autorités du Mississipi en dépit des arrêts de la Cours suprême qui leur permettent de fréquenter les stations d'autobus. La stratégie du CORE est de « remplir » les prisons d'activistes qui sont prêts à se sacrifier pour démontrer l'injustice dont ils sont victimes (Meier et Rudwick 1975, 139). Robert Kennedy demande que les activistes mettent un frein à leur tactique, lui qui fait des pressions auprès du Sénateur du Mississipi pour trouver un terrain d'entente (Stanley 2011). La demande de Robert Kennedy survient alors que son frère subit d’intenses pressions à l’international. Les images de la crise sont récupérées par la propagande soviétique qui les utilise pour décrédibiliser les États-Unis. Kennedy sort à peine de la débâcle de la Baie des Cochons et doit rencontrer Nikita Khrouchtchev au sommet de Vienne à la fin du mois de mai (Brauer 1977, 107). Robert Kennedy s'adresse à King au téléphone pour voir s'il peut calmer les ardeurs des militants. Même s'il défend la stratégie du CORE, King finit par exhorter les militants à mettre un frein à leur stratégie. L'appel de King sera ignoré et les Freedom Riders vont continuer à remplir la prison de Jackson. Néanmoins, pour la première fois, King montre à la Maison Blanche qu'il peut être un allié de taille en s'adressant aux militants au nom du gouvernement américain.

À l'issue de la crise, l'Interstate Commerce Comission applique la déségrégation dans le transport interétatique à la demande de Robert Kennedy. La victoire des Freedom Riders

confirme la capacité du mouvement d'imposer à l'agenda de l'administration Kennedy la question des droits civiques malgré ses réticences initiales. Le contact naissant entre King et les frères Kennedy se solidifiera dans les années à venir, particulièrement au cours de la crise de Birmingham à l'été 1963.

3.4 Le point de non-retour: la crise de Birmingham

Au printemps de 1963, les événements de Birmingham consacrent King comme le leader incontesté du mouvement pour les droits civiques. Ses interventions au cours de la crise font de lui le leader dont les Kennedy se serviront pour maintenir le dialogue avec le mouvement dont ils craignent les dérapages: « Birmingham had catapulted King to the forefront of the movement, and it meant he would serve as a broker in all subsequent challenges. » (Karabell et Rosenberg 2003, 95) La campagne de Birmingham vise la déségrégation des lieux publics et la fin de la discrimination dans l'embauche au moyen des tactiques déjà utilisés comme les sit-ins ou les marches. Soucieuses d'éviter l'échec subit quelques mois plus tôt à Albanny en Géorgie[11], les organisations qui militent pour les droits civiques adoptent une stratégie plus agressive. Au début du mois de mai, le SCLC adopte la stratégie du Project C qui vise à confronter le gouvernement fédéral au moyen d'actions d'éclats pour imposer les droits civiques à l'agenda. L'un des organisateurs de la campagne, Wyatt Tee Walker, la décrit dans ces termes: « My theory was that if we mounted a strong nonviolent movement, the opposition would surely do something to

---

11

[1] La campagne d'Albanny en 1962 constitue le premier échec de taille pour Martin Luther King. Le commissaire de police Laurie Pritchett réussit à déjouer la stratégie des militants qui consiste à se faire volontairement arrêter pour « remplir » les prisons. Albanny marque une étape de questionnement quant aux moyens à employer pour défaire la ségrégation dans les États du sud.

attract the media, and in turn induce national sympathy and attention to the everyday segregated circumstance of a person living in the Deep South. » (Bass 2001, 96)

Suite à son arrestation le 12 avril, King met en garde l'administration Kennedy contre le danger de ne pas répondre aux demandes du mouvement pour les droits civiques: « (...) if whites spurned the civil rights movement, millions of blacks would turn in frustration to "black-nationalist ideologies- a development that would inevitably lead to a frigthening racial nightmare. » (Brauer 1977, 233) Les dires de King ne sont pas des menaces et les événements qui suivent son arrestation prouvent que la radicalisation du mouvement est bel et bien possible. Dans les heures qui suivent son emprisonnement, des manifestants noirs se livrent à des saccages et la violence des manifestations s'intensifie (Brauer 1977, 233).

À sa sortie de prison, King prend la décision d'intensifier la pression en proposant une nouvelle stratégie plus controversée. La Children's Campaign consiste à faire participer des enfants aux manifestations de façon massive. Cette stratégie soulève l'ire d'Eugene Connor, l'ancien commissaire de police devenu candidat à la mairie de Birmingham, qui ordonne l'envoi de chiens policiers et l'utilisation de lances d'incendie pour disperser les manifestants le 2 mai. Les images d'Afro-Américains attaqués par des chiens ou pulvérisés par les jets puissants choquent la population américaine et font le tour du monde (Dudziak 2000, 169). Comme le voulaient les militants de la SCLC, l'arrestation de 700 enfants braque les projecteurs sur la condition des Afro-Américains dans le Sud des États-Unis. En plus de ces arrestations, la situation dégénère rapidement. Entre le 2 et le 11 mai, des officiers de police de l'Alabama ruent de coups des Afro-Américains, des feux et des émeutes éclatent, et une bombe explose à l'hôtel où King réside (Hempton 1987).

Les évènements de Birmingham mettent l'administration Kennedy sur un pied d'alerte. Plusieurs membres du cabinet mettent en garde leurs collègues à propos des conséquences de

l'inaction du gouvernement. Selon le secrétaire d'État Dean Rusk, les évènements de Birmingham: « had a profound impact on the world's view of the United States and, therefore, on our foreign relations. » Il déclare à un comité du Congrès que: « If the realities at home are as they should be, we shan't have to worry about our image abroad. » (Dudziak 2000, 184) Un conseiller du parti démocrate informe Robert Kennedy que les Noirs s'indignent des scènes de Birmingham dans tout le pays, et que le climat devient délétère: « Events in Birmingham in the last few days have seemed to electrify Negro concern over civil rights all across the country. As this is written, demonstrations and marches are underway or being planned in a number of major cities, including Chicago. » (Brauer 1977, 238) Burke Marshall, conseiller pour les droits civiques du président Kennedy, s'inquiète de la crise à Birmingham puisqu'elle est devenue: « (…) a matter of national and international concern at the time. » (Dudziak 2000, 170) Une solution est donc nécessaire pour mettre fin à la crise.

Le 10 mai, on convient d'une entente entre la communauté d'affaire, dont les commerces faisaient l'objet d'un boycott de la communauté afro-américaine, les leaders du mouvement, des officiers du gouvernement fédéral et du gouvernement de l'Alabama. Signe de l'envergure qu'a prise la crise, le président Kennedy s'adresse aux Américains pour leur expliquer que l'entente est juste. Il saisit l'opportunité pour dénoncer les « extrémistes » qui viendraient contrecarrer le règlement de la crise, faisant directement allusion aux actions des membres du Ku Klux Klan que Eugene Connor refuse de condamner (Brauer 1977, 236). La situation est toujours précaire et King s'avère être un précieux allié pour maintenir la paix: « MLK helped to contain angry feelings of blacks. (...) A week later the city's Board of education ordered the suspension or expulsion of more than a thousand demonstrators. King dissuaded blacks from resuming blacks from resuming protests. » (Dudziak 2000, 237) Alors que le gouverneur Wallace se montre peu

coopératif et conteste l'autorité constitutionnel du gouvernement fédéral d'envoyer des troupes au Mississipi, King est l'un des artisans de l'ordre qui revient à Birmingham (Dudziak 2000, 237).

Les événements de Birmingham démontrent la force du mouvement pour les droits civiques et l'embarras de l'administration Kennedy. Comme on l'a vu, l'exécutif américain est dépassé par les événements. Deux options s'offrent à Kennedy. La première est de gérer les crises éventuelles en se posant en arbitre entre les gouverneurs des États et les leaders du mouvement. Cette option pose problème puisque le risque que les États sudistes s'embrasent est élevé, et l'envoi de troupes fédérales pour maintenir l'ordre n'est pas une solution soutenable à long terme. La deuxième option est de légiférer pour interdire la ségrégation et la discrimination et régler ainsi le problème à sa source. Cette option comporte le risque de la perte de l'électorat blanc des États du Sud. Kennedy choisit la seconde option puisque le dépôt d'un projet de loi met un terme aux situations embarrassantes pour son administration (Dudziak 2000, 179). La loi, si adoptée, agirait comme un frein à la radicalisation appréhendée du mouvement.

Le 11 juin, le président Kennedy prononce un discours qui positionne clairement son administration en faveur du mouvement pour le droits civiques, en déclarant qu'ils constituent une question morale (Carmines et Stimson 1990, 40). Ce discours, le plus important de la présidence de Kennedy, et le projet de loi qui est envoyé au Congrès une semaine plus tard, sont les grandes victoires qu'on peut attribuer aux talents de stratège de King qui a su maintenir l'appui tant des militants de la campagne de Birmingham que celui de la Maison Blanche.

3.5 Le passage du Civil Rights Act de 1964

L'assassinat du président Kennedy en novembre 1963 joue un rôle majeur dans la définition des priorités du nouveau président démocrate Lyndon Baynes Johnson. Johnson décrit son prédécesseur comme un visionnaire et un progressiste. Johnson se décrit comme le président

qui fera aboutir concrètement les dossiers qui ont été entamés (Dudziak 2000, 203). Interviewé sur la question de l'assassinat de Kennedy, Malcolm X choque les Américains en affirmant ne pas s'étonner du sort du président qui n'a jamais eu de bonnes intentions[12]. Elijah Muhammad utilise le prétexte du choc provoqué par cette déclaration pour renvoyer Malcolm X de la Nation of Islam, ce qui le marginalise davantage de la scène politique.

La première adresse de Johnson au Congrès le 27 novembre témoigne de l'importance pour le nouveau président de faire avancer la question des droits civiques: « No memorial oration or eulogy could more eloquently honor President Kennedy's memory than the earliest possible passage of this bill for which we fought so long. » (Stern 1992, 160) Le passage du Civil Rights Act (CRA) devient donc la priorité de la nouvelle administration.

Johnson se doit d'avancer dans le dossier des droits civiques pour deux raisons. D'abord, son arrivée au pouvoir suscite des inquiétudes. Le nouveau président est originaire du Texas, et durant sa course au Sénat en 1948, les déclarations qu'il a fait indiquaient clairement son opposition aux droits civiques (Carmines et Stimson 1990, 42). On craint ainsi que son arrivée ne signale la fin de l'avancée des Afro-américains (Stern 1992, 161). Au niveau international, la crédibilité des États-Unis repose plus que jamais sur les avancées réalisées dans la question des droits civiques (Dudziak 2000, 207). Ensuite, les actions de Johnson sont motivées par des considérations électoralistes. Vu comme un politicien du Sud ségrégationniste, son arrivée suscite la grogne chez les démocrates du Nord-est qui constituent une frange importante du parti à l'échelle nationale. Johnson se préoccupe de leur appui parce qu'il redoute qu'ils posent un obstacle à sa candidature aux élections de novembre 1964. Selon Lawrence O'Brien, proche

---

12

[1] Traduction libre de: "(President Kennedy) never foresaw that the chickens would come home to roost so soon. Being an old farm boy myself, chickens coming home to roost never did make me sad; they always made me glad."

conseiller de Kennedy et de Johnson: « The eastern liberals didn't trust Johnson, and he believed he had to prove them he was a liberal. (...) Johnson believed the Kennedy people were going to try to deny him the nomination in 64. At Atlantic City in 64 he and his people believed a coup might be pulled to stop him from being nominated. » (Stern 1992, 161) Johnson doit donc tout faire pour que le projet de loi déposé par Kennedy en juin 1963 traverse les épreuves de la Chambre des Représentants et du Sénat le plus rapidement possible: « Johnson's great concern, which his adversaries on the Hill recognized, was that he was competing against the clock. it was imperative that it was passed by the summer of 1964. (...) slowing down would be fatal. » (Karabell et Rosenberg 2003, 207)

Le premier réflexe de Johnson est de manifester son désir de s'allier aux leaders du mouvement pour les droits civiques. Johnson est soucieux de briser l'image du politicien du sud qui lui colle et qui suscite des inquiétudes chez les leaders du mouvement: « Distrust of Johnson and worry about the possibility of a sellout by him remained a concern for many black rights advocates throughout the early months of 1964. » (Stern 1992, 169) Il prend l'initiative d'appeler lui-même les leaders dont King pour leur demander leur appui dans les mois à venir, ce qui contraste avec le style de ses prédécesseurs, Kennedy ayant plutôt réagi aux événements. Une transcription de la conversation téléphonique qu'il a avec King, deux jours après l'assassinat de Kennedy, indique combien le leader de la SCLC est devenu un allié essentiel de la Maison Blanche:

Johnson: (...) and I'll have to have you-all's help.
King: Right
Johnson: I never needed it more than I do now
King: Well you know you have it, and just feel free to call on us for anything.
(...)
Johnson: Let's get together. And any suggestions you got, bring them in.
King: Fine, I certainly will do that (Karabell et Rosenberg 2003, 204).

Le 29 novembre, il s'entretient avec Roy Wilkins de la NAACP pour discuter de la tactique à employer pour que soit adopté le projet de loi. La même journée, il contacte le leader A. Phillip Randolph pour lui dire combien son soutien est important et pourquoi il doit initier le processus législatif sous peine de subir un filibuster[13] qui empêcherait le projet de loi d'être adopté avant les élections (Karabell et Rosenberg 2003, 206).

Johnson tend la main aux leaders des droits civiques modérés mais écarte ceux qu'il considère trop radicaux: « Only those individuals and groups who abjured demonstrations and who could be relied upon to work within the established processes, at least until the 1964 presidential election was over, were acceptable at Johnson's White House. » (Stern 1992, 166) Ainsi, le leader de la SNCC John Lewis sera tenu à l'écart des discussions. Bien qu'elle ne revendique pas la formation d'un État noir comme Malcolm X, la SNCC met continuellement de la pression pour que plus de manifestations soit organisées. À la March on Washington du 28 août 1963, Lewis avait dû, sous la pression des leaders plus modérés comme King, modifier son discours qui était trop critique à l'endroit du président Kennedy (Stern 1992, 166). Des gestes comme celui-là risquent de perturber l'entente fragile qui s'est construite entre les leaders du mouvement et la Maison Blanche. Le président américain est inquiet de tout événement qui viendrait compromettre le processus législatif. Au cours de ses nombreuses rencontres avec les leaders du mouvement, Johnson demande un arrêt temporaire des manifestations, voire une suspension définitive des activités de leurs organisations: « The president wanted Congress and its usual process to operate without undue outside agitation. Anything that threatened to undermine this process was unacceptable. » (Stern 1992, 166)

13

Le filibuster est une procédure parlementaire utilisée au Sénat américain qui consiste à étirer le temps d'un débat à propos d'un projet de loi pour en empêcher l'adoption.

Toutefois, comme lors des Freedom Rides et de la campagne de Birmingham, la mobilisation des militants intégrationnistes plus radicaux provoque une crise qui attire l'attention des États-Unis et du monde entier. Durant l'été 1964, des militants sous le leadership de la SNCC mènent une campagne appelée « Freedom Summer » pour enregistrer les Noirs du Mississipi sur les listes électorales. Le 21 juin, deux semaines avant la signature du projet de loi par Johnson, un militant noir et deux militants blancs sont portés disparus. Leur disparition vient nuire aux efforts de Johnson de faire du passage du projet de loi le signe d'une avancée incontestable en matière de droits civiques (Dudziak 2000, 214). Les événements du Mississipi sont utilisés par des leaders du SNCC, sans l'assentiment de King, pour sensibiliser l'opinion internationale à la ségrégation dans les États du Sud: « (...) civil rights groups sent a letter to a large number of United Nations delegations urging them to bring the issue of violence in Mississipi before the Security Council. They wanted the United Nations to send a peacekeeping force to Mississipi. » (Dudziak 2000, 216)

Au niveau national, les événements du Mississipi font redouter Johnson que le mouvement ne se radicalise: « (...) (Johnson) was fearful of the violent and almost uncontrollable rage that was overtaking the civil rights movement. » (Stern 1992, 163) Johnson envoie l'ancien directeur de la CIA Allen W. Dulles pour évaluer la situation. Dulles informe le président que des groupes radicaux tel le SNCC tentent une fois de plus de forcer l'intervention du gouvernement fédéral en provoquant des incidents (Dudziak 2000, 270).

En pleine tourmente, la loi sur la discrimination est passée le 2 juillet 1964. Celle-ci marque le triomphe de Johnson qui réussit, contre toute attente, à réunir une coalition à la Chambre des représentants et au Sénat. Le président prouve avec cette loi qu'il ne renie par l'héritage de Kennedy et qu'il est bel et bien progressiste. De l'alliance stratégique qui s'était formée entre King et Kennedy, on peut dire qu'elle est devenue une relation cordiale sous

l'administration Johnson, comme en témoignent les remerciements que le président et King s'adressent (Stern 1992, 184). Du point de vue électoral, la stratégie de Johnson est payante. Bien que le vote noir aux élections de 1964 ne soit pas décisif dans sa réélection, la participation des Afro-Américains et leur soutien au Parti démocrate atteignent un niveau inégalé à l'époque (Walters 1998, 34). Au niveau international, la signature du CRA est également bénéfique pour l'exécutif américain. Le directeur de l'agence de l'information américaine (USIA) annonce au président que: « Your signature on the Civil Rights Act will set in motion a worldwide USIA campaign explaining its meaning. » (Dudziak 2000, 211) Les réactions à l'international sont extrêmement favorables à ce nouveau chapitre de l'émancipation des Afro-Américains. Des commentateurs affirment que la loi va augmenter l'influence des États-Unis à l'international et renforcer leur autorité morale (Dudziak 2000, 211).

Parallèlement, suite à son renvoi de la NOI, Malcolm X renonce à la philosophie des Musulmans noirs pour se tourner vers des idées plus accommodantes envers les Blancs. Il fonde l'Organisation pour l'unité des Afro-Américains durant l'été 1964, organisation qui vise la solidarité des Noirs et non le séparatisme. Au moment même où l'intégrationnisme de King triomphe, où la loi sur les droits civiques est votée, l'emblème du nationalisme noir renonce aux idées qui le différenciaient de son rival.

3.6 La fin d'une alliance

En s'alliant avec les leaders modérés comme King, Johnson réussit à profiter du mouvement et surtout, à garder le contrôle sur ses activités. La Maison Blanche poursuit des objectifs similaires à ceux du mouvement, et chacune des parties s'aligne avec l'autre afin de tirer des gains. Mais dès lors que le mouvement se radicalise, et que King prend des positions qui embarrassent Johnson, l'alliance devient intenable (Miroff 1981, 18). En effet, Johnson ne peut se

permettre d'être associé à des leaders qui déclarent leur opposition à certaines de ses politiques, notamment la présence américaine au Viêtnam que King conteste de plus en plus ouvertement à partir de 1965. Également, durant ces mêmes années, un nouveau courant qui voit le jour, le Black Power, annonce une radicalisation du mouvement. Stokely Carmichael, celui qui en formule les principes, est un ancien militant du SNCC désabusé des tactiques de la non-violence et de l'action directe. Cette radicalisation rend impossible le contrôle de la Maison Blanche sur le mouvement.

L'intégration des Afro-Américains au Parti démocrate reste partielle. Lorsque des militants du Mississipi envoient une délégation composée de Blancs et de Noirs à la convention démocrate de 1964 pour remplacer la délégation qui n'est composée que de Blancs, ils se heurtent à un refus du parti. Cet échec envoie le signal que l'intégration des AA aux institutions politiques américaines n'est pas près d'être réalisée. Selon l'historien Howard Zinn, l'alliance entre King et l'exécutif n'aurait été qu'un moyen d'étouffer la colère des Afro-Américains et de diminuer les ambitions du mouvement pour les droits civiques (Zinn 2006, 501-530). La naissance d'une frange radicale à la fin des années 1960 laisse la question de la réceptivité des masses au discours modéré entière.

La victoire de l'intégrationnisme est donc significative, mais de courte durée. Durant sa phase initiale, qui s'étend de l'arrêt *Brown c. Board of Education* de la Cour suprême en 1954 au passage de la Loi sur les droits de vote de 1965, le mouvement pour les droits civiques mené par King réussit à définir l'agenda législatif à Washington, fait voter des lois qui améliorent substantiellement la place qu'occupent les Noirs dans la société américaine et marginalise la NOI et son porte-parole Malcolm X. Ces succès découlant de la stratégie des élites ne parviennent pourtant pas à effacer le ressentiment et la colère qu'éprouvent les Noirs, particulièrement ceux pour qui les opportunités économiques ne sont pas au rendez-vous. Le retour des idées radicales

défendues par les leaders du Black Power qui connaîtra un essor important vers la fin des années 1960 l'illustre bien.

Chapitre 4 : Le choix motivé par les bénéfices

L'intégration, gage d'un meilleur futur

La deuxième hypothèse se penche sur le contexte dans lequel se fait le choix des Afro-Américains d'appartenir à la nation américaine. Cette hypothèse se fonde sur la supposition que le choix de l'appartenance nationale dépend des gains et des bénéfices anticipés provenant des opportunités économiques disponibles. L'appartenance à une communauté nationale peut répondre à des besoins identitaires; elle aide à se définir par rapport à l'autre, elle pallie des blessures héritées du passé, elle peut contribuer à regagner un sentiment de dignité. Mais le choix de l'appartenance nationale se fait également selon un calcul rationnel. Comme on l'a vu précédemment, Laitin démontre que les décisions reliées à l'identité peuvent être prises en fonction des bénéfices anticipés. Les individus se coordonnent sur les choix de leurs semblables en tenant compte de leurs intérêts, ce qui peut mener à ce que Laitin appelle des « cascades nationales », c'est-à-dire à des changements importants dans l'identification nationale des individus. L'hypothèse de la structure des opportunités économiques expliquerait pourquoi les Afro-Américains, en dépit d'une mémoire collective faite d'humiliation qui les pousserait à adhérer à des idées plus radicales, préfèrent l'intégration à la nation américaine.

Les Afro-Américains qui font le choix de l'appartenance à la nation américaine se basent sur les opportunités qui leur sont offertes dans la première moitié des années 60. Selon la perspective du choix rationnel, un individu calculera que les bénéfices associés à l'intégrationnisme proposé par King sont supérieurs aux bénéfices anticipés relatifs à la formation d'un État noir aux États-Unis tel que proposé par Malcolm X. Ce chapitre s'emploie à démontrer combien les opportunités que les Noirs trouvent aux États-Unis sont plus alléchantes que les opportunités hypothétiques liées au séparatisme. Le fait que l'intégration à la nation américaine

soit préférable d'un point de vue rationnel répond à la question de la réceptivité chez Brubaker. Selon lui, les élites échouent dans leur entreprise nationaliste si leur discours n'est pas en adéquation avec la réalité à laquelle sont confrontées les masses.

Dans un premier temps, nous verrons que la condition des Noirs s'améliore de manière considérable entre 1940 et 1960 et que le passage du CRA marque pour eux une promesse d'un avenir meilleur. Ensuite, nous verrons que le projet de la NOI et de Malcolm X contient une part d'incertitude qui fait que les bénéfices anticipés semblent, d'un point de vue rationnel, peu élevés. Finalement, une importance particulière sera accordée à formation de la classe moyenne. Les Noirs qui en font partie ont tout intérêt à consolider leurs assises dans la société américaine tout en demeurant impliqués dans le développement de la communauté noire.

4.1 Croissance et modification des structures d'opportunités

Bien que les Noirs soient plus durement touchés par la Grande dépression que les Blancs durant les années 30, la Deuxième Guerre mondiale et la croissance économique phénoménale qui la suit bouleversent la structure d'opportunités auxquelles ils ont accès (Smith et Welch 1989, 521-523). L'économie de l'après-guerre est donc le point de départ à partir duquel seront observées ces opportunités.

Selon Ferguson, les disparités de revenus entre les Afro-Américains et les Blancs diminuent grandement durant la période qui s'étend de 1940 à 1975 (Clayton 1996, 80-81). Jusqu'au milieu des années 1960, cette diminution s'explique en bonne partie par la migration des noirs vivant dans le sud rural vers les villes, particulièrement celles du nord. Les Afro-Américains qui sont soit sans emploi ou qui ont des emplois modestes sur les fermes du sud trouvent des emplois un peu mieux rémunérés dans les villes (Jaynes et William 1989, 272). L'écart entre les salaires des Blancs et des Afro-Américains se rétrécit considérablement:

exprimés en pourcentage des salaires des blancs, les salaires des noirs passent de 43,3% à 57,5% entre 1940 et 1960. Au cours de la même période, le salaire moyen des hommes noirs passe de 4956$ à 8655$ (Smith et Welch 1989, 522).

La formidable croissance de la période de l'après-guerre fait dire à plusieurs auteurs de l'époque que l'accès à la classe moyenne est désormais possible pour tous (Landry 1987, 75-76). Mais dans les faits, sans une politique publique qui éradiquerait la discrimination dans l'embauche, la croissance seule ne suffit pas pour régler les différences de salaires entre les blancs et les Noirs. Ainsi, durant les années 1950, le rattrapage des salaires des Noirs relativement à ceux des blancs n'est pas aussi important que dans les années 1940 (Smith et Welch 1989, 522). Selon Ferguson, seul le tiers de la diminution de la disparité des revenus des Blancs et des Noirs se produit avant les lois sur les droits civiques (Clayton 1996, 84). En 1960, près de la moitié des blancs ont des emplois dits « de classe moyenne » comparé à 13% pour les Noirs (Landry 1987, 67). Avant le CRA de 1964, les Afro-Américains doivent se résoudre à occuper des emplois peu rémunérés: « In 1962, black males continued to find few job openings above the semiskilled blue collar-level. And many with a college degree found that even a diploma would not open the right doors. » (Landry 1987, 69) Les Afro-Américains qui possèdent de petites entreprises ont de la difficulté à percer le marché des consommateurs blancs et doivent se rabattre sur une clientèle essentiellement noire et pauvre. Bien que la ségrégation n'existe officiellement que dans le Sud, on refuse aux Afro-Américains qui vivent dans les grandes villes du nord l'entrée dans les grandes organisations professionnelles (Landry 1987, 69).

Bref, les opportunités des Afro-Américains continuent d'être limitées par la discrimination dans l'embauche. Le développement économique de la communauté noire se fait parallèlement à celui de la société blanche. Ce sont les politiques adoptées au milieu des années 60 qui permettent un progrès substantiel dont le meilleur exemple est l'apparition d'une nouvelle

classe moyenne. Ceci nous fait dire que le choix de l'intégrationnisme se fait sur une *anticipation* des bénéfices à venir.

4.2 Amélioration de la formation scolaire

L'éducation est un aspect important pour mesurer les opportunités dont profitent les Noirs. Dans la période suivant la fin de l'esclavage, l'éducation est vue comme le meilleur et souvent le seul outil disponible pour se défaire de la domination des Blancs. C'est à cette époque que l'éducation acquiert une importance cruciale pour les Afro-Américains (Clayton 1996, 186). C'est d'ailleurs en matière d'éducation que les premiers progrès substantiels sont enregistrés. Par exemple, le taux d'analphabétisme chez les Noirs diminue de 1890 à 1947 50% pour s'établir à 11%. En 1959, seulement 7% ne savent toujours pas lire et écrire.

L'obstacle le plus important à l'obtention d'une bonne formation durant les années d'après-guerre demeure les conditions des écoles que la majorité des Afro-Américains fréquentent. Selon Ferguson, les lacunes des écoles noires empêchent les Afro-Américains d'avoir une formation qui leur permettrait de bénéficier d'opportunités égales sur le marché du travail. Mais à mesure que la qualité de l'enseignement s'améliore, les choses changent. Entre 1915 et 1965, l'amélioration des écoles noires se traduit de façon diverse: le ratio élève/professeur, la durée des semestres, et le revenu des professeurs des écoles que fréquentent les Afro-Américains rejoignent tous les niveaux enregistrés dans les écoles fréquentées par les Blancs (Clayton 1996, 81). Selon Smith et Welch (1989, 539), l'amélioration de la qualité de la formation reçue dans les écoles noires expliquerait que durant cette même période, une année de scolarisation supplémentaire se traduit en un meilleur revenu pour les Afro-Américains. À partir de 1940, chaque cohorte d'Afro-Américains qui font leur entrée sur le marché du travail a des gains supérieurs en fonction de leur nombre d'années de scolarité. En d'autres mots, même sans les lois sur les droits civiques des

années 60, les Afro-Américains qui parviennent à acquérir une formation adéquate voient leur condition s'améliorer substantiellement. Or, durant la période d'après-guerre, on note également une augmentation de la quantité d'Afro-Américains qui vont à l'école et ce pour une plus longue période de temps.

Entre 1940 et 1960, on enregistre une augmentation de 17% du nombre de Noirs âgés entre cinq et vingt ans fréquentant l'école, leur taux se situant à 82% (Clayton 1996, 175). De même, en 1940, seulement 7% de Noirs ont complété plus de quatre ans et plus à l'école secondaire et seulement 1% d'entre eux ont complété le même nombre d'années à l'université. En 1970, ces chiffres sont de 31% et 4%. Malgré que les Afro-Américans ne rejoignent pas les niveaux de fréquentation et de scolarité de la population blanche au début des années 60, leurs progrès enregistrés durant cette période de vingt ans sont substantiels. En 1960, 80% des hommes noirs qui sont sur le marché du travail n'ont pas terminé l'école secondaire alors que la majorité des Blancs, eux, l'ont complétée. Vingt ans plus tôt par contre, les Afro-Américains n'avaient pas complété l'école primaire dans les même proportions (Smith et Welch 1989, 532). C'est donc dire que le fossé entre les Noirs et les blancs reste important, mais compte-tenu du fait que les Noirs rattrapent un immense retard, cette amélioration constitue une avancée significative, d'autant plus qu'elle profite particulièrement aux plus jeunes cohortes qui entrent sur le marché du travail (Smith et Welch 1989, 536).

La période de l'après-guerre constitue donc un tremplin pour les Noirs tant au niveau de l'éducation que des opportunités d'emploi. Ces progrès ne parviennent pas à fermer l'écart entre les Blancs et les Noirs qui existe, mais ils changent les perspectives d'avenir pour la communauté noire. La période de l'après-guerre constitue alors une période inédite pour les Noirs dans l'histoire américaine. Des millions d'entre eux fuient la précarité du Sud agricole pour aller travailler dans les villes et une meilleure formation scolaire permet à certains d'être mieux placés

sur le marché du travail. Dans ce contexte, on peut comprendre que les lois du milieu des années 60 soient perçues par une majorité d'entre eux comme la promesse d'un avenir prometteur dans la société américaine. Les politiques qui interdisent la discrimination dans l'embauche ne vont qu'accélérer les tendances qui existent déjà.

4.3 Stratification de la communauté noire et appui au séparatisme

Le début des années 1960 marque le début d'une tendance qui se cristallisera au cours des années 1970, l'apparition de statuts différents au sein de la communauté noire: « One of the most important developments since the 1960s has been that some segments of the black population gained dramatically relative to whites while others have been left far behind. » (Jaynes et Williams 1989, 274) Entre 1940 et 1960, le pourcentage des Afro-Américains faisant partie de classe moyenne passe de 22% à 59% (Smith et Welch 1989, 524). Leur accession à la classe moyenne se fait en même temps qu'une partie importante de la communauté noire reste dans la pauvreté: en 1959, 40% des hommes noirs les plus pauvres gagnent seulement 8% des revenus de tous les hommes noirs réunis. À cette époque, l'inégalité de revenus entre les hommes noirs est beaucoup plus importante que celle entre les hommes blancs (Jaynes et Williams 1989, 275). L'apparition d'une classe moyenne substantielle se fait donc alors que subsiste un problème de pauvreté monumental pour une importante partie de la communauté noire (Clayton 1996, 164).

Le rapport de la commission Kerner paru à la fin des années 60 qui se penche sur les causes de la violence et du désordre dans les quartiers noirs des grandes villes souligne le fait que la croissance des années 60, pour les Afro-Américains, ne se traduit pas en opportunités d‘emplois intéressantes pour tous:

> Negro workers are concentrated in the lowest skilled and lowest-paying occupations. These jobs often involve substandard wages, great instability and uncertainty of tenure, extremely low status in the eyes of both employer and employee, little or no chance for

> meaningful advancement, and unpleasant or exhausting duties. (dans Jaynes et Williams 1989, 274)

Ainsi, on pourrait identifier deux grands courants d'appui à des tactiques différentes pour le progrès des Noirs. D'une part, ceux qui ne profitent pas des nouvelles opportunités, ceux qui vivent sous le seuil de la pauvreté, qui habitent les ghettos des grandes villes seraient particulièrement réceptifs au discours de X et de la NOI. Et de l'autre, une nouvelle classe moyenne instruite, profitant des nouvelles opportunités économiques qui appuie l'intégrationnisme.

Selon cette perspective, la victoire de l'intégrationnisme pourrait être comprise comme la réussite de la mobilisation d'une fraction de la communauté noire depuis le début du vingtième siècle. L'historien John Bracey affirme en ce sens que ce sont essentiellement les Noirs qui bénéficient d'une éducation et qui ont acquis une sécurité financière qui s'impliquent dans les organisations pour les droits civiques comme la Ligue urbaine et la NAACP (Wilson 1978, 135). C'est la NAACP, rappelons-le, qui est à l'origine de la déségrégation des écoles dans les années 50, une stratégie intégrationniste. De même, les lois sur les droits civiques des années 60 répondraient aux besoins de la classe moyenne noire: (ces lois) « were particularly relevant to the growing black middle class that was not concerned about the day-to-day problems of economic survival. » (Wilson 1978, 136) Vu ainsi, le mouvement pour les droits civiques est relativement déconnecté des revendications des Noirs les plus pauvres, particulièrement ceux qui vivent dans les ghettos qui prennent forme avec la migration des Afro-Américains dans les grandes villes (Wilson 1978, 136).

De son côté, la NOI est en contact direct non pas avec les communautés du Sud où se déroulent la plupart des actions du mouvement pour les droits civiques, mais avec les Noirs qui ne gagnent rien de la participation à la société américaine. En 1959, 43 des 50 temples de

l'organisation sont situés dans les villes où ont migré les AA durant et après la Deuxième guerre mondiale. Selon Brooks (1996, 143), les discours de la Nation of Islam et de Malcolm X rejoignent ces Afro-Américains défavorisés: « The Nation, as it was also called, appealed to this group by publicly, repeatedly, and angrily articulating what many of them wanted and needed to hear most-namely that their socioeconomic status was deliberatly created by whites.» Les Afro-Américains vivant dans les grandes villes qui ne se sentent peu concernés par les gains des droits civiques n'ont à peu près pas d'emprise sur les organisations du début des années 1960: « The movement had (...) a class and status bias and it tended to operate with little direct relationship to the black ghetto. It was not until the latter half of the 1960s that the ghetto blacks significantly determined the nature and direction of black politics. » (Brooks 1996, 143) Si le succès de l'intégrationnisme occulte pendant quelques années les revendications plus radicales de cette fraction de la communauté noire, l'émergence des Black Panthers dès 1966 confirme qu'il existe bel et bien un soutient durable à un discours alternatif. La montée des Black Panthers, un mouvement radical promouvant l'autodéfense des Noirs, indique que l'appui à l'intégrationnisme est limité à une *portion* de la communauté noire. Malcolm X et la NOI n'arrivent pas à mobiliser la partie relativement importante de la population noire qui est défavorisée.

4.4 L'impossibilité du séparatisme

Pour effectuer la séparation d'avec la société blanche, la NOI propose des solutions relativement ambitieuses. Chacune des trois stratégies pour parvenir à la « séparation des races » présentées au deuxième chapitre est moins radicale que celle qui la précède. L'échec de l'obtention d'un État noir mènerait au repli de la communauté noire, et l'échec de ce repli mènerait au renforcement de la communauté à l'aide d'institutions distinctes. Toutes ces stratégies comportent des éléments qui les rendent peu attractives aux yeux des Afro-Américains.

D'abord, l'obtention d'un État séparé suppose que la NOI soit reconnu comme un interlocuteur par le gouvernement américain. C'est également le cas pour le deuxième scénario envisagé par la NOI; le refus de participer aux guerres américaines ou l'exemption de taxes nécessite tout autant que l'organisation soit reconnue comme un interlocuteur par le gouvernement américain. Les incontournables négociations qu'impliquerait la réalisation de ces deux objectifs nécessitent que les porte-paroles de la NOI comme X puissent établir un dialogue avec l'exécutif américain. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, Malcolm X prononce à plusieurs reprises des déclarations incendiaires qui le marginalisent de la scène politique (notamment au sujet du président Johnson). Conséquemment, il n'est ni en mesure d'avoir accès à un point important du système politique, et encore moins en mesure de faire des alliances, deux critères qui, comme on l'a vu avec les leaders intégrationnistes, sont déterminants pour le succès d'un mouvement social. D'autre part, la faiblesse de la NOI réside dans sa capacité d'agir, d'articuler des solutions tangibles. Au moment de son renvoi en 1964, Malcolm X critiquera publiquement cette tendance des Musulmans Noirs à ne pas faire suivre les paroles par des actes (Ogbar 2004, 60). Il semble donc peu probables que les Afro-Américains soient réceptifs au discours de la NOI, qu'ils croient en la possibilité de maximiser leurs opportunités en optant pour le séparatisme.

Finalement, le troisième scénario ne constitue pas une véritable *alternative* à ce que leur offre l'intégration à la nation américaine. Le renforcement de la communauté est une stratégie qui est déjà employée depuis la fin du 19e siècle par les Afro-Américains. Selon Butler, durant la ségrégation, certains Noirs réussissent à fonder des entreprises malgré les limites que leur imposent la loi (Clayton 1996, 161). On encourage les consommateurs noirs à soutenir ces entreprises. Par exemple, en 1900, W.E.B. Dubois fonde la National Negro Business League qui incite les Noirs à s'entraider et à développer une économie qui ne dépend que d'eux. Selon le

journal *The Crisis,* également fondé par Dubois, des coopératives pour soutenir la demande des entreprises noires sont fondées dès 1917 (Bracey et *al.* 1970, 268). Enfin, on peut mentionner l'exemple de la New Negro Alliance fondée dans les années 30 qui est mise sur pied pour combattre la discrimination dans l'embauche des Noirs (Bracey et *al.* 1970, 377. Toutes ces tactiques répondent au besoin de renforcer la communauté noire tout en s'intégrant à la société américaine.

4.5 Une victoire à relativiser

Selon Laitin, les individus se coordonnent sur les choix des autres pour maximiser leurs bénéfices. Si l'on s'attend à ce que la majorité des Afro-Américains choisissent de s'intégrer à la nation américaine, il est alors dans notre intérêt de les imiter pour profiter des opportunités associées à cette intégration. L'analyse des opportunités dont profitent les Afro-Américains au début des années 60 nous indique qu'une majorité de Noirs ont intérêt à choisir l'intégration à la nation américaine, la proportion de la population noire faisait partie de la classe moyenne étant désormais de 59% (Smith et Welch 1989, 524). Le rattrapage occasionné par la croissance de l'après-guerre est spectaculaire. Grâce à une amélioration des conditions des écoles noires, les Afro-Américains fréquentent l'école pour une plus longue période de temps et leur formation leur permet d'avoir accès à des emplois mieux payés. Au niveau des perspectives d'emploi, la migration de millions d'entre eux dans les villes du sud et surtout du nord leur permet d'échapper au chômage ou aux emplois faiblement rémunérés du sud agricole.

Les progrès enregistrés au début des années sont toutefois à relativiser. Pour la première fois de son histoire, la communauté noire est fracturée. Bien que la majorité des Afro-Américains fasse partie de la classe moyenne, près de 40% d'entre eux vivent dans la pauvreté, principalement dans les ghettos des villes du nord. Ceux-ci sont beaucoup plus réceptifs au

discours de la NOI parce qu'ils ne profitent pas de l'intégration à la société américaine. D'autre part, la discrimination dans l'embauche reste un problème majeur qui afflige les Afro-Américains. La loi sur les droits civique de 1964, en rendant illégal ce dernier obstacle à leur progression, ouvre la voie à des avancées encore plus spectaculaires durant la deuxième moitié des années 60 (Clayton 1996, 103). C'est grâce à ces nouvelles opportunités que les Noirs sont plus réceptifs au discours de King. La réussite de sa stratégie, consistant à redéfinir la catégorie « d'Américain » de façon à ce que les Noirs n'en soient plus exclus, dépend de ces nouvelles opportunités économiques.

Le CRA ne résout pas le fossé qui existe entre les Blancs et Noirs immédiatement, mais ouvre à ces derniers les portes de la société américaine. On leur permet d'envoyer leurs enfants dans les meilleures écoles, on leur permet de fréquenter les meilleurs restaurants et surtout, on leur offre des emplois qu'ils n'avaient même jamais pu convoités: « Now black workers were at last getting a fairer share of the good, clean, front-office jobs, the professionnal, managerial, sales, and clerical jobs that command higher salaries, greater job security, and greater opportunities for advancement (...) » (Landry 1987, 78) Le climat politique du début des années 60 mène une majorité d'Afro-Américains à penser que leur sort va *continuer* de s'améliorer en s'intégrant à la nation américaine.

Ces conclusions nous conduisent à relativiser la « victoire » de l'intégrationnisme. Plutôt que de mettre fin à l'opposition qui existe entre les leaders noirs depuis la fin de la Guerre Civile, le succès de King doit être compris comme le résultat d'une conjoncture particulière, celle de l'amélioration significative de la communauté noire au milieu des années 60. Mais surtout, la coordination des choix tel que l'entend Laitin n'explique pas le succès de l'intégrationnisme. Selon lui, la coordination des individus sur le choix qu'ils estiment être celui de la majorité fait en sorte qu'il n'est dans l'intérêt de personne de faire le choix de la minorité. Autrement dit, un choix

s'impose aux dépends de l'autre. La communauté afro-américaine au milieu des années 60 est fractionnée en deux entités dont les choix sont indépendants les uns des autres. Il n'y a pas de coordination. L'intégrationnisme est préférable pour ceux qui croient en la possibilité de bénéficier des opportunités qui sont à leur portée, tandis que ceux qui sont laissés pour compte adhèrent aux idées radicales de Malcolm X. Son expulsion de la NOI en 1964 et son assassinat en février 1965 marquent la fin provisoire du séparatisme, ce qui permet à l'intégrationnisme de l'emporter.

Conclusion

Selon le politologue Michael O. West (2002), l’appui aux mouvements nationalistes noirs augmente de façon épisodique depuis la deuxième moitié du dix-neuvième siècle. Rejoignant des auteurs ayant formulé des théories sur le nationalisme dont Hutchinson (2004), West affirme qu’en temps de crise, le nationalisme remet en question le paradigme dominant de l'intégration à la nation américaine. Le mémoire s'est penché sur l'une de ces crises, celle au cours de laquelle King et Malcolm X s'affrontent sur la question de l'appartenance des Noirs à la nation américaine. Comme nous l'avons vu, à plusieurs reprises dans le passé, des élites modérées et radicales s'opposent de façon similaire sur cette question. Avec le passage de la loi sur les droits civique en 1964, une rupture survient, celle de la victoire de l'intégrationnisme aux dépens du discours radical de Malcolm X. Le mémoire a tenté d'expliquer les raisons qui ont mené à la victoire de l'intégrationnisme, autrement dit au choix collectif qui a été fait à ce moment précis et en fonction des opportunités économiques dont les Noirs bénéficiaient.

La préférence des Noirs pour l’intégrationnisme est comprise comme un choix d'appartenance nationale. L'approche développée par Rogers Brubaker nous semblait la mieux à même d'expliquer le refus des Afro-Américains de s'identifier au nationalisme noir de Malcolm X. Brubaker rejette l'idée voulant que le monde soit divisé en groupes homogènes aux démarcations claires. Les groupes identitaires telle la race ou la nation sont le résultat d’une construction effectuée par des élites qui tentent de proposer des catégories identitaires. Selon lui, la formation de ces groupes peut échouer ou non. La question de la réceptivité des masses est primordiale puisqu'elle explique le succès ou l'échec de la formation des groupes identitaires.

La réceptivité des masses aux discours des élites peut s'expliquer par des considérations émotionnelles. Une mémoire collective faite de souffrances mènerait les Noirs adhèrent à des

idées radicales. Comme on l'a vu, l'humiliation et le ressentiment qu'éprouvent les Afro-Américains à l'endroit des Blancs les empêcheraient de s'identifier à la nation américaine. Or, l'attachement émotionnel des Noirs à cette mémoire collective ne parvient pas expliquer leur choix. Nous avons donc proposé deux hypothèses complémentaires pour répondre à notre question de recherche.

Nous avons analysé « par le haut » la façon dont King a réussi à faire triompher sa vision de l'américanité en s'alliant à l'exécutif américain. La mobilisation du mouvement dont il est le leader mène à l'adoption de la Loi sur les droits civiques de 1964, ce qui correspond à sa stratégie de rendre l'intégration plus attrayante. Nous avons ensuite analysé « par le bas » la réceptivité des masses au discours intégrationniste. Nous avons postulé que les choix d'identification nationale des individus se font selon un calcul rationnel qui tient compte des opportunités économiques. Nous avons fait l'hypothèse qu'une majorité de Noirs ont adhéré à l'intégrationnisme, ce qui aurait provoqué une coordination des choix de tous les Noirs en faveur de l'intégration. Avant d'en arriver à l'étude de nos deux hypothèses, nous avons cru pertinent de présenter les discours des intellectuels qui se sont opposés sur les façons de faire progresser les Noirs aux États-Unis.

Nous avons débuté cette recension avec Frederick Douglass, premier intellectuel noir d'envergure, pour qui l'abolition de l'esclavage aux États-Unis est un préalable à l'intégration des Afro-Américains à la société américaine. Douglass s'oppose à l'époque Henry Highland Garnett, qui incite les Afro-Américains à se révolter contre leur maître. À la fin du dix-neuvième siècle, l'opposition entre W.E.B. DuBois et B.T. Washington accentue les divisions de la communauté noire. Washington prétend que les Noirs peuvent s'accommoder des lois ségrégationnistes mises en place depuis la fin de la Reconstruction, la période suivant la fin de la Guerre Civile. Ils doivent miser sur l'amélioration de leurs compétences individuelles et s'accommoder de la ségrégation pour s'intégrer à la société dominée par les Blancs. Dubois affirme que cette doctrine

témoigne d'une attitude de soumission. Selon lui, l'obtention des droits collectifs pour les AA est un préalable à l'intégration à la nation américaine. Dubois est le premier intellectuel à souligner le fait que les Noirs et les Blancs sont irrémédiablement liés à la nation américaine.

Vingt ans plus tard, alors que les organisations militant pour les droits civiques se servent des tribunaux pour faire avancer la cause des Afro-Américains, Marcus Garvey devient le porte-parole des Afro-Américains désillusionnés des promesses que leur offre une éventuelle intégration. Pour Garvey, les Afro-Américains constituent un peuple distinct qui est en droit de posséder un État. Comme l'énoncera lui-aussi Malcolm X, la domination historique des Noirs par les Blancs constitue l'obstacle à la formation d'une fraternité entre eux, fraternité qui permettrait leur cohabitation à l'intérieur de la nation américaine.

Dans les années 60, si Malcolm X et King ont un discours si différent sur la place que doivent occuper les Noirs en Amérique, c'est que leur interprétation de l'histoire de leur communauté est toute aussi différente. Pour Malcolm X, l'histoire des Noirs aux États-Unis se résume à leur domination par les Blancs, et aux souffrances qu'ils ont endurées. Il est inconcevable de parvenir à se réconcilier avec ceux qui ont nié leur dignité depuis l'époque de l'esclavage. C'est pourquoi les Noirs doivent se séparer de la société blanche et fonder un État qui leur appartient. De son côté, King n'évacue pas complètement la mémoire des souffrances de la communauté noire, mais cherche à la dépasser en affirmant sa conviction que le destin des Blancs et des Noirs en Amérique est étroitement lié. Il met l'emphase sur la capacité des deux communautés de dépasser leurs différends. Alors que pour Malcolm X, l'américanité n'inclut que les individus de couleur blanche, King propose une vision biraciale de celle-ci.

La première hypothèse cherchait à vérifier comment la stratégie de King lui a permis de diffuser sa vision de l'américanité en formant une alliance avec les dirigeants à Washington. Autant King que les présidents Kennedy et Johnson ont tiré profit de cette alliance. En écoutant

les revendications du mouvement pour les droits civiques et en prenant finalement position en sa faveur, les deux présidents démocrates ont pu préserver la stabilité dans les États du Sud qui s'enflammaient. Kennedy était contraint d'agir puisque ignorer les demandes des leaders modérés aurait légitimé le discours radical de Malcolm X, pour qui la collaboration entre les Blancs les Noirs était impossible. Cette ouverture aux leaders intégrationnistes est en bonne partie responsable de leurs succès auprès des masses noires. Le gain de 1964 venait appuyer leurs prétentions concernant la possibilité d'une Amérique où Blancs et Noirs pouvaient collaborer. Malcolm X, de son côté, a été tenu à l'écart de cette alliance qui se formait, lui qui multipliait les déclarations incendiaires au moment même où King gagnait en notoriété.

Le succès de l'alliance de King avec l'exécutif américain n'explique pas à lui-seul la victoire de l'intégrationnisme. Comme on l'a mentionné, il faut démontrer que les masses étaient réceptives à son discours, qu'elles sentaient que ce serait l'intégration qui leur fournirait le plus d'opportunités pour le présent et l'avenir. Nous avons formulé l'hypothèse que les individus font des choix en se coordonnant sur leur anticipation des choix que feront les autres. L'analyse des opportunités économiques dont les Afro-Américains bénéficiaient dans les années 60 confirme qu'ils ont bel et bien fait leur choix en fonction des bénéfices qu'ils anticipaient. Néanmoins, on ne peut conclure à une coordination des choix.

La croissance économique de la période de l'après-guerre améliore considérablement le sort des Noirs comme des Blancs. Cependant, les obstacles empêchant les Noirs de progresser demeurent nombreux et seule une législation rendant illégale la discrimination dans l'embauche leur permettrait de bénéficier d'opportunités équivalentes à celles des Blancs. Avec le passage de la Loi sur les Droits civiques en 1964, l'attrait de l'intégration est considérablement renforcé. Entre 1945 et 1960, l'amélioration de la formation scolaire est encore plus significative. Couplés

à la croissance économique de l’après-guerre, les progrès réalisés à ce niveau indiquent que les Noirs sont en train de fermer peu à peu l’écart qui les sépare des Blancs.

La formation d’une classe moyenne noire devenant majoritaire dès 1960 est l’autre fait significatif à retenir. L’accès à la classe moyenne d’une majorité de Noirs se fait en même temps que les inégalités de revenus s’accroissent considérablement au sein de la communauté noire. L’appui à l’intégration à la société américaine, comme le souligne certains auteurs, serait plus populaire chez les individus qui se sont extirpés de la pauvreté, qui ont déjà des assises dans la société. C’est ce qui nous pousse à rejeter l’idée que la préférence pour l’intégration est le résultat de la coordination des choix des Noirs. Les Noirs qui ne bénéficient pas des opportunités de la majorité, qui restent en marge de la société américaine dans les années 1960 appuient en plus grand nombre la stratégie des Musulmans noirs.

Discussion

Tout au long du mémoire, nous avons opposé le choix de l'intégrationnisme à celui du séparatisme. Comme nous l'avons démontré, la victoire de l'intégrationnisme est à nuancer. Malgré qu'une majorité d'Afro-Américains désire intégrer la nation américaine, il reste que leur volonté de rester solidaire envers leur communauté est entière. Leur intégration n'est pas synonyme d'une dissolution de la communauté noire dans le melting-pot américain. D'autre part, une partie importante de la communauté noire a toujours été en faveur d'idées plus radicales. À notre avis, c'est le « nationalisme communautaire » qui caractérise le mieux le choix qui a été fait dans les années 1960.

Selon Brown et Shaw (2002, 23), le nationalisme communautaire met de l’avant l’autonomie et le contrôle des Afro-Américains sur leur communauté *au sein* de la société américaine. Le nationalisme communautaire mêle pragmatisme économique et solidarité communautaire. L’une des conclusions les plus intéressantes de leur étude réalisée dans les

années 90 est que l'appui au nationalisme communautaire est plus fort chez les Noirs ayant des revenus plus élevés. Ceci s'explique par le fait que les Noirs mieux nantis tirent avantage des entreprises qu'ils ont fondées et qui les ont déjà bien servis, ou alors ils favorisent le développement de la communauté plutôt que le repli communautaire. À l'inverse, les Noirs défavorisés supportent le nationalisme séparatiste parce qu'ils ne tirent pas de bénéfices de l'intégration à la société américaine.

Aujourd'hui comme il y a cinquante ans, le nationalisme communautaire semble refléter la volonté de la communauté noire parce qu'il réconcilie sa volonté d'autonomie tout en lui permettant de souscrire à l'idéal américain du pluralisme ethnique. Autrement dit, ce type de nationalisme redonne aux Afro-Américains un sentiment de fierté, tout en leur permettant de s'intégrer à nation américaine au même titre que les autres communautés ethniques. L'idée que le séparatisme fasse un retour dans un avenir proche nous semble farfelue, mais l'appui à des discours plus radicaux n'est pas exclu. Si des problèmes qui empêchent les Noirs d'acquérir un statut égal à celui des Blancs persistent, l'utilisation de la mémoire collective par des entrepreneurs ethniques pourrait une fois de plus engendrer un tel appui.

Cinquante ans après le passage de la loi sur les droits civiques, de tels problèmes ont le potentiel de susciter la colère dans la communauté noire. Par exemple, les Afro-Américains sont encore largement surreprésentés dans la population carcérale aux États-Unis (Dubois 2013). Leur incarcération ne serait pas en lien avec une augmentation de la criminalité, mais serait le résultat de pratiques discriminatoires. D'autre part, une foule d'indices économiques, notamment le revenu médian des ménages noirs, la disparité de la richesse entre Blancs et Noirs depuis la Grande récession de 2008, confirment le fait que les Afro-Américains n'ont pas encore fermé l'écart qui les séparent des Blancs (Plummer 2013). Pour sa part, l'essayiste Ta-Nehisi Coates (2012) remarque que l'hésitation de Barack Obama de se prononcer sur la question raciale,

particulièrement durant son premier mandat, démontrerait l'échec des États-Unis d'avoir intégré pleinement les Afro-Américains. Un « double-standard » existerait : les groupes d'extrême droite comme le *Tea Party* pourraient tenir un discours offensant sur les Noirs tandis que Barack Obama seraient tenu de garder le silence, ne voulant pas être catégorisé comme étant un président défendant « les siens ».

Des recherches futures pourraient nous permettre de mesurer si le ressentiment occasionné par ces reculs se traduira par une intensification du nationalisme noir, et si ce nationalisme peut toujours être qualifié de communautaire. On pourrait également tenter de mesurer dans quelle proportion les Noirs ont toujours confiance dans le gouvernement américain pour améliorer leur condition. Comme on l'a vu dans l'introduction, à l'époque où ils vivaient encore ségrégués des Blancs et où on empêchait beaucoup d'entre eux d'exercer leur droit de vote, les Afro-Américains continuaient d'appuyer les leaders du mouvement pour les droits civiques et avaient confiance en leur gouvernement.

La contribution de ce mémoire à la littérature se décline en trois volets. D'abord, la particularité du mémoire a été d'aborder le mouvement pour les droits civiques en se servant de la littérature sur les nations et le nationalisme, et en posant la question de l'appartenance à la nation américaine des Noirs. Comme le note Susan-Mary Grant (1996, 105), les États-Unis semblent absents de la littérature sur les nations et le nationalisme, laquelle a accordé une importance démesurée aux États européens. Nous espérons que l'angle privilégié pour la réalisation de ce travail aura contribué à pallier en partie ce manque. Ensuite, en se basant sur l'idée que les intellectuels noirs se sont affrontés à propos de la question du progrès des Noirs à travers les époques, nous avons identifié une victoire de l'intégrationnisme (une « césure ») au moment même où les solutions radicales préconisées par la NOI et Malcolm X auraient pu triompher.

Rappelons qu'au moment même où il aurait semblé « logique » qu'une majorité d'Afro-Américains préfère ces solutions, 86% d'entre eux appuyaient l'intégrationnisme (Aberbach et Walker 1970, 383). Bien que nous ayons relativisé cette victoire, il nous apparaît tout de même pertinent de souligner que les Afro-Américains, à cette époque, ont bel et bien choisi l'intégration aux dépens du séparatisme. Finalement, l'étude de nos deux hypothèses nous a permis d'identifier les raisons qui expliquent cet appui, la littérature existante n'ayant pas fourni de réponse précise à cette question.

Bibliographie

Aberbach, Joel D. et Jack L. Walker. 1970 "The Meanings of Black Power: A Comparison of White and Black Interpretations of a Political Slogan". *American Political Science Review* 64 (No 2): 367-388.

Alexander, Jeffrey C. 2004. *Cultural Trauma and Collective Identity*. Berkeley: University of California Press.

Anderson, Elisabeth et Jeffrey Jones. 2002. *Techniques of Disenfranchisement, 1880- 1965.* En ligne. http://www.umich.edu/~lawrace/disenfranchise1.htm (page consultée le 7 juillet 2013)

Andrews, Kenneth T. 1997. "The Impacts of Social Movements on the Political Process: The Civil Rights Movement and Black Electoral Politics in Mississippi". *American Sociological Review* 62 (no 5): 800-819.

Balthazar, Louis. 2013. « La culture politique ». Dans Michel Fortmann et Pierre Martin, dir., *Le système politique américain.* Montréal: Presses de l'Université de Montréal.

Bass, S. Jonathan. 2001. *Blessed Are the Peacemakers: Martin Luther King, Jr., Eight White Religious Leaders, and the 'Letter from Birmingham Jail'.* Bâton Rouge: Louisiana State University Press.

Berlin, Isaiah. 1972. « The Bent Twig, A Note on Nationalism », *Foreign Affairs* 51 (no 1): 11-30.

Bracey Jr., John H., August Meier et Elliott Rudwick. 1970. *Black Nationalism in America.* New York: The Bobs-Merrill Company.

Brauer, Carl M. 1977. *John F. Kennedy and the Second Reconstruction*. New York: Columbia University Press.

Brooks, Roy L. 1996. *Integration or Separation? A Strategy for Racial Equality.* Cambridge: Harvard University Press.

Brown, Robert A. et Todd C. Shaw. 2002. « Separate Nations: Two Attitudinal Dimensions of Black Nationalism », *The Journal of Politics* 64 (no 1): 22-44.

Brubaker, Rogers. 2002. « Ethicity Without Groups ». *Archives européennes de sociologie* 18 (no 2): 163-189.

Cashman, Sean Dennis. 1991. *African-Americans and the Quest for Civil Rights, 1900- 1990.* New York: New York University Press.

Carmines E.G. et Stimson J.A. dir. 1990. *Issue Evolution: Race and the transformation of American Politics*, Princeton: Princeton Univerity Press.

Ciccariello-Maher, George. 2009. "A Critique of Du Boisian Reason: Kanye West and the Fruitfulness of Double-Consciousness". *Journal of Black Studies* 39 (no 3): 371- 401.

Clayton, Obie Jr. dir. 1996. *An American Dilemma Revisited, Race Relations in a Changing World* Russell Sage Foundation: New York.

Coates, Ta-Nehisi. 2012. "Fear of a Black President". *The Atlantic* (septembre). En ligne. http://www.theatlantic.com/magazine/archive/2012/09/fear-of-a-black-president/309064/ (page consultée le 27 février 2014)

Collins, Patricia. 2006. *From Black Power to Hip-Hop: Racism, Nationalism and Feminism*. Philadelphie: Temple University Press.

Converse, Phlip E, Angus Campbell, Warren E. Miller et Donald E. Stokes. 1961. "Stability and Change in 1960: A Reinstating Election". *The American Political Science Review* 55 (no 2): 269-280.

Craiutu, Aurelian. 2012. *A Virtue for Courageous Minds. Moderation in French PoliticalThought, 1748-1830.* Princeton: Princeton University Press

Davis, Darren W. et Ronald E. Brown. 2002. « The Antipathy of Black Nationalism: Behavioral and Attitudinal Implications of an African American Ideology », *American Journal of Political Science* 46: 2.
Dembinska, Magdalena, 2009. « Briser les logiques du "gel" : approche différenciée et transformative en Abkhazie et en Transnistrie ». *Études internationales* 40 (no 4): 611-629.
Douglass, Frederick. 1852. "The Meaning of July Fourth for the Negro A speech given at Rochester" New York.
Douglass, Frederick. 2007. *Mémoire d'un esclave.* Montréal: Lux Éditeur.
Dudziak, Mary L. 2000. *Cold War Civil Rights, Race and the Image of American Democracy*. Princeton: Princeton University Press.
DuBois, W.E.B. 2007. *Les Âmes du peuple noir*. Paris: La Découverte.
Dubois, Joshua. 2013. "The Fight for Black Men". *Newsweek* (19 juin). En ligne. http://mag.newsweek.com/2013/06/19/obama-s-former-spiritual-advisor-joshua- dubois-on-the-fight-for-black-men.html (page consultée le 22 février 2014).
Fanon, Frantz. 1952. *Peau noire, masques blancs*. Paris: Éditions du Seuil.
Fohlen, Claude. 1999. *Les Noirs aux États-Unis,* Paris: Presses Universitaires de France.
Garnet, Henry Highland .1843. "An Address to the Slaves of the United States of America". En ligne. http://digitalcommons.unl.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1007&context=etas. (page consultée le 21 novembre 2013)
Gates, Henry Louis Jr. 1997. *Thirteen Ways of Looking at a Black Man.* New York: Vintage Books.
Grant, Susan-Mary. 1996. "When is a nation not a nation? The crisis of American nationality in the mid-nineteenth century". *Nations and Nationalism* 2 (no l): 105-29.
Guinier, Lani, et Gerald Torres. 2002. *The Miner's Canary: Enlisting Race, Resisting Power, Transforming Democracy.* Cambridge: Harvard University Press.
Hale, Henry. 2004. "Explaining Ethnicity". *Comparative Political Studies* 37 (no 4): 458-485.
Hampton, Henry. 1987. *Eyes On the Prize.* American Experience.
Huchinson, John. 1999. « Re-Interpreting Cutltural Nationalism », *Australian Journal of Politics and History* 45 (no 3): 392-407.
Hutchinson, John. 2004. *Nations as Zones of Conflict.* Londres: Sage Publications.
Ichijo, Atsuko et Gordana Uzelac dir. 2005. *When is the Nation?: Towards an Understanding of Theories of Nationalism*. London: Routledge.
Jacques-Garvey, Amy. 2009. *Philosophy and opinions of Marcus Garvey*. Dover: The Majority Press.
Jaffrelot, Christophe et Alain Dieckhoff dir. 2006. *Repenser le nationalisme.* Paris: Presses de Science Po.
James, Cyril Lionel Robert. 2013. *Émancipation, guerre et révolution. Écrits sur l'histoire, la stratégie et l'organisation des Noirs aux États-Unis (1935-1967),* Ville de Mont-Royal: M Éditeurs.
Jaynes, Gerald David et Robin M. Williams Jr. dir. 1989. *A Common Destiny: Blacks and American Society.* National Academy Press: Washington.
Kaspi, André. 1994. *Kennedy, Les 1000 jours d'un président*. Paris: Armand Colin.
King, Martin Luther. 2006. *Révolution non violente*. Paris: Éditions Payot et Rivages.

Laitin, David D. 2007. *Nations, States, and Violence*. Oxford: Oxford University Press.
Lamothe, Ryan Williams. 2011. "Political Humiliation and Conversion". *Pastoral Pyschology* 60: 537-549.
Landry, Bart. 1987. *The New Black Middle Class.* University of California Press: Berkeley.
Lucaites, John Louis et Celeste Michelle Condit. 1990. "Reconstructing Equality: Culturetypal and Counter-Cultural Rhetorics in the Martyred Black Vision". *Communication Monographs* 57: 5-24.
Mangeon, Anthony. 2009. "L'Afrique aux Africains de Marcus Garvey". Dans *Le Point, Hors-série* 22, (Avril-Mai): 34-35.
Martin, Jean-Pierre. 2004. "Nouvelles cultures religieuses" dans *États-Unis, peuple et culture.* Paris: La Découverte.
Marx, Gary T. 1967. *Protest and Prejudice: A Study of Belief in the Black Community*. New York: Harper and Row.
McNicoll, Claire. 1993. *Montréal, une société multiculturelle.* Paris: Éditions Belin.
Meier, August et Elliott Rudwick. 1975. *CORE, A Study in the Civil Rights Movement, 1942-1968*. Oxford: Oxford University Press.
Miroff, Bruce. 1981. "Presidential Leverage Over Social Movements: the Johnson White House and Civil Rights". *The Journal of Politics* 43 (no 1): 2-23.
Molina, Anthony DeForest. 2011. *21st Century Political Science: A Reference Handbook: Race, Ethnicity and Politics.* Sage Knowledge.
Moses, Jeremiah Wilson. 2004. *Creative Conflict in African American Thought,* Cambridge: Cambridge University Press.
Nelson, Stanley. 2011. *Freedom Riders*. American Experience.
Nelson, H. Viscount "Berky". 2003. *The Rise and Fall of Black Modern Leadership Chronicle of a Twentieth Century Tragedy.* Lanham: University Press of America.
Noble, Charles. 2013. « Les mouvements sociaux ». Dans Michel Fortmann et Pierre Martin, dir., *Le système politique américain.* Montréal: Presses de l'Université de Montréal.
Ogbar, Jeffrey O. G. 2004. *Black Power: Radical Politics and African American Identity.* Baltimore: Johns Hopkins University Press.
Özkirimli, Umut. 2003. "The Nation as an Artichoke? A Critique of Ethnosymbolist interpretations of Nationalism". *Nations and Nationalism* 9 (no 3): 339-355.
Petersen, Roger D. 2002. *Understanding Ethnic Violence: Fear, Hatred, and Resentment in Twentieth-Century Eastern Europe.* Cambridge: Cambridge University Press.
Plumer, Brad. 2013. "These ten charts show the black-white economic gap hasn't budged in 50 years " *The Washington Post.* En ligne. http://www.washingtonpost.com/blogs/wonkblog/wp/2013/08/28/these-seven-charts-show-the-black-white-economic-gap-hasnt-budged-in-50-years/ (page consultée le 22 février 2014).
Renan, Ernest. 1882. « Qu'est-ce qu'une nation ». En ligne. http://classiques.uqac.ca/classiques/renan_ernest/qu_est_ce_une_nation/renan_qu est_ce_une_nation.pdf. (page consultée le 21 mai 2013)
Rosenberg, Jonathan et Zachary Karabell. 2003. *Kennedy, Johnson, and the Quest for Justice.* New York: W.W. Norton and Company.
Savage, Sean J. 2004. *JFK, LBJ and the Democratic Party*. New York: State University of New York Press.
Schöpflin, George. 2000. *Nations, Identity, Power*. New York: New York University Press.

Smith, James P. et Finis R. Welch. 1989. "Black Economic Progress After Myrdal". *Journal of Economic Literature* 27 (no 2): 510-564.
Smith, Robert C.1981. "Black Power and the Transformation from Protest to Policies". *Political Science Quarterly* 96 (no 3): 431-443.
Smith, Robert C. 2003. *Encyclopedia of African-American Politics.* New York : Library of American History Series.
Stanley, Harold W. 1987. *Voter Mobilization and the Politics of Race, The South and Universal Suffrage 1952-1984*. New York: Praeger Publishers.
Stern, Mark. 1992. *Calculating Visions, Kenedy, Johnson and the Civil Rights.* New Brunswick: Rutgers University Press.
Tate, Katherine. 1994. *From Protest to Politics, The New Black Voters in American Elections.* Cambridge: Harvard University Press.
Universal Negro Improvement Association. http://www.theunia-acl.com/index.php/unia-timeline. En ligne. (page consultée le 12 août 2013)
Walters, Ronald W. 1988. *Black Presidential Politics in America, A Strategic Approach* State University of New York Press: Albany.
Washington, B.T. 1895. "Speech to the Atlanta Cotton States and International Exposition" http://americanradioworks.publicradio.org/features/sayitplain/btwashington.html. En ligne. (page consultée le 11 septembre 2013)
West, Micheal O. 2002. Like a River: The Million Man March and the Black Nationalist Tradition in the United States". *Journal of Historical Sociology* 12 (no 1): 81-100.
Wilson, William Julius. 1978. *The Declining Significance of Race.* Chicago: The University of Chicago Press.
Woolley, John et Gherard Peters."John F. Kennedy: Inaugural Adress". Dans *The American Presidency Project.* En ligne. http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=8032. (page consultée le 12 août 2013)
X, Malcolm. 2008. *Le Pouvoir noir*. Paris: La Découverte.
Zinn, Howard. 2006. *Une Histoire populaire des États-Unis, de 1492 à nos jours.* Montréal: Lux.